



cyberpresse.ca

LA PRESSE

MICHAEL RYDER

MATHIEU DANDENAULT

**VICTOIRE DE 6 À 5
CONTRE LES HURRICANES
EN PROLONGATION**

SPORTS PAGES 1 À 5

**LE CANADIEN
PREND UNE AVANCE
DE DEUX MATCHS
DANS LA SÉRIE**

PHOTO ELLEN OZIER, REUTERS

**COURSE
À LA DIRECTION DU PLC
ÇA SE BOUSCULE AU PORTILLON**
PAGES A6 ET A7



MICHAEL IGNATIEFF

BOB RAE

STÉPHANE DION

**TÉLÉVISION
DERNIÈRE
SAISON
DE RUMEURS
À L'AUTOMNE?**
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

RÉFORME DES SERVICES CORRECTIONNELS AU QUÉBEC

LES SORTIES DES DÉTENUS SERONT MIEUX ENCADRÉES

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les permissions de sor-

tir des détenus seront bientôt mieux encadrées. Après quatre ans d'attente, le gouvernement Charest mettra

en vigueur la réforme des services correctionnels qui avait été adoptée à la suite du meurtre crapuleux du

jeune Alexandre Livernoche en août 2000.

► Voir DÉTENUS en page A16

**RAPATRIEMENT
DES SOLDATS
MORTS EN
AFGHANISTAN**

Harper veut tenir les médias à l'écart

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement conservateur n'autorisera plus l'accès public aux images de cercueils recouverts d'un drapeau lorsque les dépouilles de soldats canadiens morts au combat sont rapatriés d'Afghanistan.

Pour la première fois depuis le début de la mission afghane, le gouvernement interdira l'accès à un aérodrome militaire de l'Ontario où les dépouilles de quatre soldats, morts la fin de semaine dernière, seront rapatriées aujourd'hui.

Des représentants du gouvernement ont indiqué que cette mesure serait permanente.

Il s'agit d'une mesure semblable à celle mise de l'avant sans succès par l'administration Bush.

► Voir HARPER en page A4

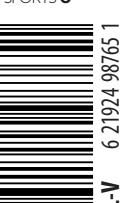
Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Ce n'est pas Dryden qu'il faut au PLC, c'est Huet!

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 7
Bandes dessinées	ACTUEL 4
Bridge	ACTUEL 8
Décès	ACTUEL 8
Forum	A 22 et 23
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 10
Monde	A 25 à 27
Mots croisés	ACTUEL 4 et 6
Mot mystère	ACTUEL 4
Observateur	ACTUEL 5
Petites annonces	ACTUEL 5
	et AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en après-midi, maximum 9°, minimum 0°, plus de détails en page SPORTS 8



L-V 6 21924 98765 1

23 morts dans un attentat terroriste en Égypte



PHOTO ALEXSANDER RABIJ, REUTERS

Une Égyptienne, en état de choc, est transportée à l'abri peu après le triple attentat qui a secoué hier la station balnéaire de Dahab, dans le Sinaï égyptien. Vingt-trois personnes (20 Égyptiens et trois étrangers) ont été tuées et 62 autres blessées (42 Égyptiens et 20 touristes étrangers) par l'explosion de trois bombes placées dans deux restaurants et un supermarché. Nos informations en pages A2 et A3.

Un cadeau de 40 000 \$ à Jean Pelletier pour contester la commission Gomery

Le gouvernement Martin a accepté d'éponger une partie des frais d'avocat de l'ex-chef de cabinet de Chrétien

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Avant de plier bagage le 23 janvier dernier, journée des élections fédérales, le gouvernement libéral de Paul Martin a fait une fleur à Jean Pelletier, ancien chef de cabinet de Jean Chrétien, en acceptant que

l'État paie une partie des frais d'avocat de ce dernier pour sa contestation en Cour fédérale des conclusions de la commission Gomery sur le scandale des commandites.

Ottawa se trouve ainsi dans une bien étrange position. Non seulement le ministère de la

Justice doit-il défendre en Cour fédérale les conclusions du premier rapport du juge Gomery, mais il doit simultanément éponger les frais juridiques de la partie adverse qui conteste ces conclusions.

► Voir CADEAU en page A18

Québec met fin au moratoire sur les petites centrales

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Avant même d'en finir avec la controverse du parc du Mont-Orford, le gouvernement Charest va ouvrir un autre front avec le mouvement environnementaliste. Québec veut lever le moratoire sur la construction de petites centrales hydroélectriques.

Ce feu vert aux centrales de moins de 75 mégawatts est l'un des éléments délicats de la politique énergétique que rendra publique, au tout début de mai, le premier ministre Charest et son responsable des ressources naturelles, Pierre Corbeil. Du même souffle, a appris *La Presse*, le premier ministre Charest voudra prendre le relais de Robert Bourassa, le père de la Baie-James. Il proposera un plan ambitieux « d'accélération » de nouveaux projets nordiques, pour plus de 4500 mégawatts. La société d'État devra rapidement enclencher les travaux nécessaires dans le but d'obtenir, d'ici 2010, toutes les autorisations requises pour ces nouveaux projets.

► Voir CENTRALES en page A20



**PRIX DU PÉTROLE
BUSH ORDONNE
UNE ENQUÊTE**
PAGE A15

JAZZ
Canada présente le
FESTIVAL INTERNATIONAL DU JAZZ DE MONTRÉAL
Hiver 2006
LA PRESSE

NINJA TUNE'S 10TH ANNIVERSARY
presents
COLDCUT, KID KOALA,
BLOCKHEAD with DJ SIGNIFY
CÉLÉBREZ LES 10 ANS
DE NINJA TUNES AVEC LE GROUPE
ÉLECTRO PAR EXCELLENCE!
SAMEDI 13 MAI, 20 h
MÉTROPOLIS

BILLETTERIE
Au Spectrum de Montréal
318, rue Sainte-Catherine Ouest
TICKETPRO www.ticketpro.ca
(514) 908-9090
RENSEIGNEMENTS :
(514) 871-1881 • 1 888 515-0515
WWW.MONTREALJAZZFEST.COM

L'ÉGYPTE ENCORE FRAPPÉE

UN ATTENTAT MEURTRIER

Trois explosions font au moins 23 morts et 62 blessés dans la station



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON – L'Égypte a été secouée une nouvelle fois hier par un attentat terroriste sanglant perpétré dans une zone touristique hautement populaire.

La station balnéaire de Dahab, sur la mer Rouge, a été frappée par trois explosions presque simulta-

nées. L'attaque a fait au moins 23 morts et 62 blessés.

Les bombes ont explosé en soirée, vers 19 h 15, heure locale. Deux restaurants et un supermarché avaient vraisemblablement été ciblés par les terroristes.

À cette période de l'année, on célèbre la fête du printemps en Égypte. La station balnéaire, située dans le sud de la péninsule du Sinaï, était donc bondée.

Les victimes sont en majorité des Égyptiens, qui profitaient hier d'un long week-end. Quelques étrangers auraient cependant été tués, dont un Allemand, un Suisse et un

Russe, selon le ministère égyptien de l'Intérieur.

Le triple attentat, qui a soulevé

souligner la pertinence et la vigueur de sa lutte contre le terrorisme.

Le bilan semble démontrer que l'attaque a été d'une efficacité redoutable. « Il y avait des morceaux de corps humains et des débris dans les rues. »

l'indignation de la communauté internationale, a bien sûr été rapidement dénoncé par George W. Bush à Washington.

Le président américain a offert ses condoléances et en a profité pour

« Je condamne fermement les meurtres perpétrés et les vies innocentes perdues en Égypte. C'est un acte haineux à l'égard de civils innocents », a dit Bush.

« Nous vous ferons traduire en

justice pour le bien de la justice et de l'humanité », a-t-il ajouté. Il s'adressait ainsi à « l'ennemi » et a promis que son pays ne faiblira jamais.

Le président égyptien Hosni Moubarak, qui compte sur le tourisme pour renflouer les coffres de son pays, a fait écho aux propos de son homologue américain. « Le peuple égyptien est persévérant dans sa lutte contre les forces terroristes qui menacent ses fils et visent à déstabiliser la sécurité et la stabilité du pays », a-t-il dit. Il a affirmé que les auteurs du crime seront punis.



Un des touristes blessés lors d'une des explosions d'hier. La plupart des victimes sont des Égyptiens en vacances pour le long week-end de la fête du printemps.

BAUME & MERCIER & MOI



CLASSIMA

BAUME & MERCIER

GENÈVE • 1830

Disponible chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283

WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM



Chaos, pleurs, panique : les touristes égyptiens en vacances à Dahab, sur la mer Rouge, ont vécu un grand choc hier. Trois bombes ont explosé presque simultanément dans la station balnéaire bondée.

L'ÉGYPTE ENCORE FRAPPÉE

SECOUE L'ÉGYPTE

balnéaire de Dahab

La marque d'Al-Qaeda ?

Tout semble indiquer que l'attaque d'hier n'était pas le résultat d'attentats suicide, méthode de prédilection des terroristes au Moyen-Orient depuis un certain temps. Les bombes utilisées auraient été actionnées à distance.

Le bilan semble démontrer que l'attaque a été d'une efficacité redoutable. « Il y avait des morceaux de corps humains et des débris dans les rues », a déclaré un témoin anonyme de l'horrible carnage, cité par l'agence de presse Reuters.

Au moment de mettre sous presse, personne n'avait encore revendiqué l'acte terroriste. Rappelons

cependant qu'à la fin du mois dernier, les autorités égyptiennes ont identifié le groupe islamiste Al-Tawhid wal Jihad comme responsable de deux autres attentats commis dans la péninsule du Sinaï au cours des 18 derniers mois.

Ce groupe se réclame de l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden, Al-Qaeda. Il aurait fomenté l'attentat contre la station balnéaire de Charm el-Cheikh en juillet dernier, qui a fait plus de 70 morts.

L'automne précédent, le groupe s'était targué d'avoir frappé les stations balnéaires de Taba et Noueiba, situées à la frontière israélo-égyptienne, faisant 34 morts.

La menace planait

La menace terroriste est aujourd'hui telle en Égypte que les autorités israéliennes tentent depuis quelques mois d'empêcher leurs citoyens de s'y rendre.

Plusieurs ont entendu cet appel, mais on rapporte tout de même que 20 000 touristes israéliens ont fréquenté la péninsule du Sinaï au cours des derniers jours.

Coïncidence ou pas, l'attaque d'hier s'est produite à la veille de la commémoration par l'Égypte de la libération du Sinaï et de la fin de l'occupation israélienne. Elle survenait aussi

au lendemain de la plus récente sortie publique de ben Laden.

Dimanche, l'ennemi public numéro un des États-Unis a dénoncé la façon dont l'Occident traite le nouveau gouvernement palestinien du Hamas et a lancé un appel à une longue guerre au Soudan, dans la région du Darfour.

Le gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, tout comme le leader palestinien Mahmoud Abbas, ont néanmoins condamné d'une seule voix l'attentat d'hier.

« C'est un acte criminel qui frappe aveuglément des civils et qui est tout à fait contraire à notre religion », a déclaré le leader pales-

tinien. Quant au porte-parole du gouvernement, Ghazi Hamad, il a dit condamner « fermement cet acte criminel qui bafoue notre foi, ébranle la sécurité nationale palestinienne et joue contre les intérêts arabes ».

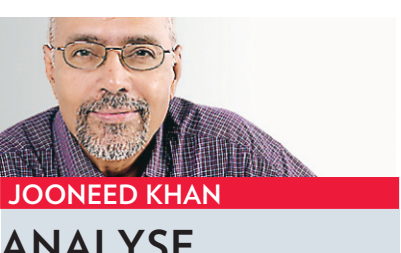
Avec AFP, AP et Reuters

ÉGYPTE
Nos photos des explosions dans une station balnéaire égyptienne sur www.cyberpresse.ca

Al-Qaeda,

référence

incontournable



JOONEED KHAN
ANALYSE

Le triple attentat qui a fait au moins 23 morts et 62 blessés hier dans la station balnéaire égyptienne de Dahab, sur le golfe d'Aqaba, n'a pas été revendiqué immédiatement.

Mais, comme les attentats commis ces deux dernières années contre d'autres stations balnéaires du Sinaï, il porte la signature d'Al-Qaeda ou de groupes islamistes égyptiens liés au réseau terroriste d'Oussama ben Laden ou disant agir en son nom.

Le président égyptien Hosni Moubarak n'a nommé personne, mais il a affirmé que « les responsables de cet acte terroriste hideux seront punis ». Son homologue états-unien George W. Bush a condamné « les terroristes qui veulent définir le monde », mais lui non plus n'a pas identifié des suspects possibles.

Pour Ze'ev Schiff, analyste du quotidien israélien *Haaretz*, les attentats d'hier sont l'oeuvre d'Al-Qaeda. Les autorités égyptiennes disent avoir démantelé une base d'Al-Qaeda à Jabal Hilal, au coeur du Sinaï, écrit-il, mais l'organisation continue de recruter des Bédouins, de livrer des armes, et tente même de s'implanter dans la bande de Gaza.

Les attentats ont eu lieu au lendemain d'un appel audio d'Oussama ben Laden invoquant l'isolement du Hamas palestinien par l'Occident et les projets militaires occidentaux pour le Darfour soudanais comme « preuves d'une croisade contre l'islam ». Le bras droit de ben Laden, Ayman al-Zawahiri, est égyptien. Et les attentats ont été perpétrés en plein congé du printemps en Égypte, où

les coptes célèbrent encore Pâques.

Le mois dernier, au procès des présumés auteurs des attentats qui ont fait au moins 64 morts en juillet 2005 à Charm el-Cheikh, les procureurs égyptiens avaient identifié leur groupe comme « Tawhid wal Jihad » (Monothéisme et Guerre sainte). Elles avaient blâmé ce même groupe pour les attentats qui ont fait 34 morts en octobre 2004 à Taba et Ras Shitan, affirmant qu'il s'agissait d'un groupe local sans liens internationaux.

Ce nom avait été utilisé par le Jordanien Moussa al-Zarqaoui, avant qu'il rebaptise son groupe comme « l'Organisation Al-Qaeda en Irak ». Un groupe s'appelant le Tawhid et Jihad égyptien avait revendiqué les attentats de Charm el-Cheikh, en disant avoir agi sur les ordres de ben Laden.

Mais Diaa Rashwan, expert égyptien des groupes islamistes, souligne qu'il y a toujours de multiples revendications contradictoires, et qu'il est très difficile de les départager.

Reste que le pouvoir égyptien est dans la ligne de mire des islamistes radicaux depuis 1981, quand le président Anouar el-Sadate fut assassiné. Hosni Moubarak lui succéda et a dû faire face à une campagne terroriste ciblant l'industrie touristique, qui forme 5 % de l'économie. Al-Qaeda est une référence incontournable des terroristes égyptiens depuis les années 90.

Un record de 8,6 millions de touristes ont visité l'Égypte l'an dernier, malgré les attentats, et le Ministère s'attendait à une croissance soutenue cette année.

Le Soudan et le Hamas avaient rapidement dénoncé dimanche la tentative de ben Laden de chevaucher les questions de Palestine et du Darfour pour poursuivre sa campagne de terrorisme international. Hier, avec le président palestinien Mahmoud Abbas, le cabinet dirigé par le Hamas islamiste a dénoncé les attentats sanglants de Dahab.



Des secouristes transportent une victime des explosions.

LES PLUS IMPORTANTS ATTENTATS CONTRE L'ÉGYPTE EN 10 ANS

23 JUILLET 2005
La populaire station balnéaire de Charm el-Cheikh est frappée. Bilan > environ **70** morts.

7 OCTOBRE 2004
Les stations balnéaires de Taba et Noueiba, près de la frontière israélo-égyptienne, sont frappées. Bilan > **34** morts.

17 NOVEMBRE 1997
Soixante-deux personnes, dont **58** touristes pour la plupart suisses et japonais, sont tuées à Louxor (Haute-Égypte), dans un attentat revendiqué par la Jamaa islamiya. L'attaque à la mitraillette et au poignard a eu lieu devant le temple d'Hatchepsout, selon des témoins.

18 AVRIL 1996
Dix-huit touristes grecs sont tués et **14** autres blessés dans un attentat devant l'hôtel Europa, près des pyramides de Guizeh, revendiqué par la Jamaa islamiya qui affirme qu'elle visait en fait « des touristes juifs ».



Un bain de sang qui en dit long sur l'horreur de la journée d'hier.

POLITIQUE

Manifestation des agriculteurs à Ottawa



PHOTO FRED CHARTRAND, PC ©

Les agriculteurs étaient de retour avec leurs tracteurs pour manifester hier devant le parlement, à Ottawa. Les dirigeants de 20 organisations agricoles du pays ont également écrit une lettre au premier ministre Stephen Harper lui demandant de réagir immédiatement à la situation financière désespérée dans laquelle se trouvent les agriculteurs canadiens. Ils disent trouver honteux qu'un pays aussi riche que le Canada fasse aussi peu de cas de ses agriculteurs pendant que leurs vis-à-vis américains reçoivent des revenus records grâce à des subventions et une politique agricole adéquate de la part de leur gouvernement. Le président de l'Union des producteurs agricoles, Laurent Pellerin, a déclaré que le Québec perd en moyenne une ferme par jour. Bien que la réponse à leurs requêtes devrait se trouver dans le budget qui pourrait être présenté dès la semaine prochaine, à Ottawa, les agriculteurs ne veulent pas relâcher la pression. Aux environs de 7 h hier, ils ont conduit leurs tracteurs devant la résidence du premier ministre Harper au 24, Sussex pour manifester bruyamment leur mécontentement et s'assurer que leur message soit entendu au plus haut niveau.

Des réductions d'impôts attendues

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a annoncé hier aux Communes qu'il déposera le premier budget du gouvernement Harper le mardi 2 mai prochain.

Le gouvernement conservateur minoritaire, élu le 23 janvier dernier, a déjà fait connaître amplement pendant la campagne électorale ses projets de réduction du fardeau fiscal des Canadiens. Le premier ministre a notamment promis de réduire la taxe sur les produits et service (TPS) dès ce printemps de 7 à 6 % avant de la réduire encore à 5 % au cours de son mandat.

Mais, depuis quelques jours, les déclarations du ministre Flaherty font croire à d'autres réductions d'impôts, celles-là non précisées dans le programme électoral des conservateurs. Vendredi dernier à Washington, lors d'une rencontre des ministres des Finances du G7, le grand argentier canadien a déclaré que son budget contiendra « des baisses d'impôts significatives ».

Fort d'un surplus record de 13 milliards de dollars, en raison d'une hausse de ses revenus et des profits plus élevés des grandes entreprises, le gouvernement Harper considère la possibilité de diminuer le taux d'imposition des deux paliers d'imposition mitoyens.

En 2006, les Canadiens paieront 15 % d'impôt sur les premiers 36 378 \$ de leurs revenus imposables. Ils paieront par la suite 22 % d'impôt sur leurs revenus supplémentaires qui ne dépassent pas 72 756 \$. Au-delà de ce dernier montant, les gains seront imposés à 26 % jusqu'à concurrence d'un revenu annuel de 118 285 \$. Enfin, tous les gains supérieurs à ce dernier revenu seront imposés au taux de 29 %.

Ce qu'entend modifier à la baisse Jim Flaherty, ce sont les paliers d'imposition de 22 % et de 26 %.

Cavalía

DE RETOUR À LA DEMANDE GÉNÉRALE

« UN SPECTACLE TOTAL ...
PLAISIR, SURPRISES ET ÉMOTIONS. »
La Presse

« D'UNE BEAUTÉ MYSTIQUE! UN DÉLICE! »
The Houston Chronicle

DU 4 AU 28 MAI

SOUS LE GRAND CHÂTEAU BLANC
CENTROPOLIS
Autoroute 15, coin St-Martin, Laval

WWW.CAVALLIA.NET
1.866.999.8111

LA PRESSE

Ottawa songe à prolonger la durée des passeports

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral envisage de porter la durée de vie des passeports canadiens de cinq à 10 ans, a indiqué hier le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day. « Nous y pensons », a déclaré le ministre à des journalistes.

Le ministère de M. Day est préoccupé par la nouvelle loi américaine exigeant des Canadiens qui franchissent la frontière un document de sécurité quelconque prouvant leur identité. La nouvelle loi qui s'appliquera à tous les voyageurs arrivant aux États-Unis par voie maritime ou aérienne doit entrer en vigueur d'ici la fin de l'année, et d'ici la fin de

2007 pour les voyageurs entrant par voie terrestre.

À l'heure actuelle, un passeport canadien pour adulte coûte 87 \$ et est bon pour cinq ans. Aux États-Unis, le même passeport coûte 97 \$ mais peut être valide 10 ans. Par la suite, le renouvellement du passeport coûte 67 \$, un rabais qui n'existe pas au Canada.

Dans toute cette affaire, le Canada risque de perdre sur les deux tableaux. D'une part, il ne sera plus aussi simple qu'avant pour les Canadiens d'entrer aux États-Unis et, d'autre part, les voyageurs américains y penseront à deux fois avant de venir au Canada, si on leur demande de se procurer un passeport pour retourner chez eux.

Harper veut tenir les médias à l'écart

HARPER
suite de la page A1

La Maison-Blanche n'avait pas réussi à empêcher la publication d'images de cercueils recouverts du drapeau américain, une initiative visant à éviter la perte d'appuis au sein de l'opinion publique.

Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a affirmé que la fermeture de l'aérodrome de la base militaire de Trenton n'était pas une décision politique. « Le rapatriement de soldats morts au combat est un événement privé et solennel qui doit se dérouler entre les familles et les militaires », a-t-il dit.

Par le passé, les médias ont été invités à couvrir l'arrivée des dépouilles de soldats morts à l'étranger. Le 1^{er} avril, les médias ont couvert le rapatriement de la dépouille de Robert Costall, d'Edmonton, qui a été tué lors d'affrontements avec les insurgés talibans, près de Kandahar.

Des sources militaires ont indiqué que cette décision venait directement du bureau du

premier ministre Stephen Harper et non pas des militaires.

Par ailleurs, le père d'un des quatre militaires tués a écrit au premier ministre Harper, avant la mort de son fils, pour lui demander de mettre les drapeaux des édifices fédéraux en berne, lorsque des soldats tombent au combat. Lincoln Dinning avait pris cette initiative prémonitoire il y a deux semaines, avant d'apprendre le décès de son fils Matt, la fin de semaine dernière.

Par la suite, le gouvernement conservateur avait invoqué le retour au protocole militaire pour justifier le fait que l'unifolié ne serait pas mis en berne sur la colline parlementaire.

« M. Dinning avait écrit une lettre au premier ministre à ce sujet le 7 avril dernier, en lui demandant que le drapeau soit mis en berne lors de la mort de militaires canadiens, a dit le député libéral Robert Thibault, porte-parole pour les dossiers des anciens combattants. Notre parti déposera une proposition en Chambre afin que la demande de M. Dinning soit respectée. »

MICHEL C. AUGER

Dans son blogue hier, Michel C. Auger a posé la question : faut-il être bilingue pour diriger le Parti libéral du Canada? Il a aussi fait une suggestion originale au ministre fédéral des Finances. Surveillez aujourd'hui les nouvelles interventions de notre blogueur et participez à la conversation!

Ne manquez pas le nouveau blogue de Michel C. Auger sur www.cyberpresse.ca.



PIERRE FOGLIA

**ACTUEL
SANTÉ** INFORMATION,
PRÉVENTION,
SOLUTION

Tous les dimanches dans **LA PRESSE**

The logo for the Center for Communications Programs at the University of Illinois at Chicago. It features a stylized circular icon with a diagonal line and a small square, followed by the word "simons" in a bold, lowercase, sans-serif font.

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO
• LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

498\$ par mois** | **5 050\$** d'acompte | **3,9%** à la location

Visitez vw.ca ou composez le 1 888 ROULE VW pour plus de détails.



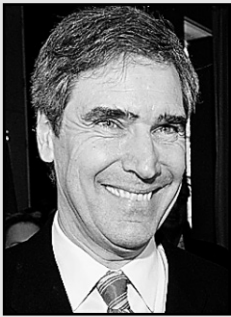
395813

*DPSD du Touareg V6 de base neuf, en stock, 50 790 \$.. **Taux de location fermé pour un montant de 48 mois offert par Volkswagen Finance (une division des Volkswagen Crédi Canada Inc., conditionnel à approbation de crédit. Offre applicable au modèle Touareg V6 2006 de base, neuf, en stock. Paiement mensuel de 498 \$, avec acompte de 5 050 \$ et dépôt de garantie remboursable de 1 000 \$. Taxes, immobilisations, droits, frais de transport de 615 \$, inspection de prélivraison, frais administratifs (y compris les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers), assurances et autres options en sus. Frais de 0,12 \$/km pour le kilométrage supérieur à 80 000 km assumés par le locataire. Offre valide à partir du 1^{er} avril 2006 chez les concessionnaires participants. Offre applicable seulement aux locations faites à des particuliers. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. L'offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. Modèle montré à titre indicatif seulement. Certaines caractéristiques montrées peuvent être offertes en option. Offre spéciale aussi disponible à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire. « Volkswagen », le logo Volkswagen et « Touareg » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada Inc. 2006.

PLC LA COURSE S'ANIME



LES CANDIDATS À LA DIRECTION DU PLC



Michael Ignatieff

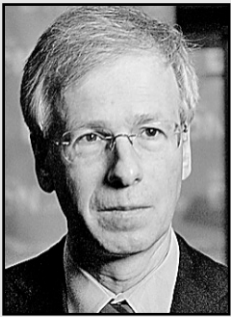
Âge : 58 ans

Province d'origine : Ontario

Expérience politique : après une longue carrière universitaire, notamment à Harvard, il s'est fait élire pour la première fois aux Communes le 23 janvier 2006 en tant que député de la circonscription de Etobicoke-Lakeshore.

Chances réelles de l'emporter :

8/10



Stéphane Dion

Âge : 50 ans

Province d'origine : Québec

Expérience politique : universitaire, il est invité par Jean Chrétien à se joindre au cabinet en janvier 1996 en tant que ministre des Affaires intergouvernementales. Il remporte alors une élection partielle dans Saint-Laurent/Cartierville et est réélu quatre autres fois. Sous Paul Martin, il est ministre de l'Environnement.

Chances réelles de l'emporter :

6/10

BOB RAE SE LANCE

Le nouveau libéral renouvelle son appui

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — L'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, Bob Rae, a terminé sa conversion politique hier en confirmant qu'il sera candidat dans la course à la direction du Parti libéral (PLC).

Bilingue et francophile, M. Rae est ainsi devenu le huitième candidat à vouloir succéder à Paul Martin à la tête du PLC. Mais sa candidature cause déjà des remous au sein du parti. Plusieurs, dont l'ancien premier ministre de l'Ontario, David Peterson, qui a mordu la poussière aux mains de M. Rae en 1990, voient son arrivée comme une insulte aux militants libéraux.

Certains estiment que son élection à la tête du PLC pourrait nuire aux succès électoraux des libéraux en Ontario, leur principal bastion depuis plusieurs années. D'autant plus que le règne de cinq ans de M. Rae a été tu-

multueux : déficits records, imposition de congés forcés non rémunérés aux employés gouvernementaux, coupes dans les programmes sociaux, entre autres choses.

Mea-culpa

M. Rae a tenté hier de répondre

« J'ai commis des erreurs lors que j'étais premier ministre de l'Ontario. J'en ai tiré des leçons et je suis devenu plus sage. »

à ses critiques en faisant un mea-culpa. « Certains diront qu'une personne qui a dirigé un gouvernement déficitaire au début des années 90 ne devrait pas aspirer à prendre le pouvoir. Permettez-moi de dire ceci. J'ai commis des erreurs lors que j'étais premier ministre de l'Ontario. J'en ai tiré des leçons et je suis devenu plus sage », a-t-il

affirmé.

Dans un discours prononcé devant plusieurs partisans à l'Université Ryerson, au centre-ville de Toronto, M. Rae a aussi rappelé qu'il a déjà été un jeune militant libéral avant d'adhérer au NPD. Et il s'est même permis de citer l'ancien premier minis-

rappelle que le Canada est à son meilleur lorsqu'il inclut tout le monde, lorsqu'il est généreux, lorsqu'il croit profondément en lui-même », a affirmé M. Rae.

Il a dit vouloir effectuer un retour en politique parce qu'il brûle d'envie de mettre ses talents à nouveau au service de la population et parce qu'il n'aime pas la direction que fait prendre au pays le nouveau gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Il a fait une croix sur le NPD, se disant convaincu que ce parti de gauche est encore mû par une idéologie rigide. Qu'il soit victorieux ou non au terme de cette longue course à la direction du PLC, il entend être candidat libéral aux prochaines élections fédérales.

« Je me présente comme libéral à la direction du Parti libéral parce que je crois que le Canada a besoin d'un parti qui adopte le

changement, qui est ouvert à tous les Canadiens, qui comprend que la politique signifie se mettre au service des gens, non pas une adhésion rigide à des théories ou à des idéologies », a-t-il affirmé.

Fondé sur l'espoir

« J'ai été attiré par le Parti libéral parce qu'il est optimiste, parce qu'il se fonde sur l'espoir, pas sur la peur, parce qu'il croit que chacun a une chance, parce qu'il est englobant, tolérant et engagé envers l'équité », a-t-il ajouté du même souffle.

Même s'il n'est membre du PLC que depuis le mois dernier, M. Rae compte sur une bonne équipe d'organiseurs dans plusieurs régions du pays. Il pourra notamment compter sur l'aide de son frère, John Rae, vice-président de Power Corporation et ancien stratège de Jean Chrétien, et d'Eddie Goldenberg, ancien proche collaborateur de M. Chrétien.



VINCENT MARISSAL

Veuillez prendre un numéro

Au rythme où vont les choses, il va bientôt falloir un logiciel pour compiler et garder en mémoire le dossier des candidats à la direction du Parti libéral du Canada.

D'ici la fin de cette semaine, ils seront 10 sur les rangs, ce qui bat le record de neuf établi par le Parti québécois l'automne dernier. Et comme on l'a constaté au PQ, beaucoup ne veut pas nécessairement dire mieux. À 10, dont la moitié baragouine le français ou ne le parle pas du tout, imaginez un peu les débats (le PLC veut en tenir cinq dans autant de grandes villes canadiennes). Pas tout le monde en même temps, veuillez prendre un numéro, s'il vous plaît.

Malgré la cacophonie appréhendée et la force très inégale des candidats, la course s'annonce intéressante. Pour le Parti libéral, battu, entaché et endetté, c'est plutôt une bonne nouvelle d'être encore en mesure d'attirer tant de prétendants.

Contrairement à la dernière course, qui n'était qu'un exercice pour couronner Paul Martin, l'issue de celle-ci est loin d'être décidée d'avance. Non pas que les 10 candidats aient tous une véritable chance de l'emporter, mais aucun d'entre eux ne peut prétendre détenir un avantage décisif pour le moment. Au cours des prochaines semaines,

ce n'est pas que les qualités des candidats qui feront une différence, c'est surtout la qualité de leur organisation.

C'est que ces organisations ont un double défi : recruter de nouveaux membres en vendant des cartes de membre à une époque où le Parti libéral n'est pas très « vendeur » (surtout au Québec), et convaincre les membres actuels de voter pour leur candidat.

Les associations de circonscrip-

Pour le Parti libéral, battu, entaché et endetté, c'est plutôt une bonne nouvelle d'être encore en mesure d'attirer tant de prétendants.

tion éliront leurs délégués au cours du dernier week-end de septembre (14 délégués par circonscription commis à un candidat pour le premier tour du congrès de décembre). C'est donc dire que nous aurons une très bonne idée de l'identité du prochain chef libéral le 1^{er} octobre. Cela ne laisse que deux mois aux équipes sur le terrain.

Il semble, pour le moment, que Michael Ignatieff ait une petite longueur d'avance aussi bien en notoriété qu'en organisation, mais son principal adversaire, Bob Rae, n'est entré officiellement dans la course qu'hier soir. On s'entend pour dire dans les

rangs libéraux que MM. Ignatieff et Rae se sont déjà échappés du peloton, mais que Ken Dryden, Stéphane Dion ou l'ancien ministre ontarien de l'Éducation, Gerard Kennedy, pourraient brouiller les pistes. Pas assez pour gagner, mais en jouant bien ses cartes, l'un d'entre eux pourrait devenir la carte maîtresse d'un deuxième tour.

Stéphane Dion poursuit méthodiquement sa campagne et récolte quelques appuis, dont

certains anciens supporters de Jean Chrétien. Gerard Kennedy, quant à lui, compterait sur l'appui formel d'une demi-douzaine de jeunes députés libéraux.

Le cas de Ken Dryden est plus flou, un de ses problèmes étant de refuser de capitaliser sur ce qui fait sa popularité : sa brillante carrière de gardien de but chez les Canadiens. Chez les libéraux, tout le monde aime bien Ken Dryden, mais on doute de ses qualités de politicien. « Si Ken Dryden veut faire de la politique, il devrait peut-être apprendre à dire bonjour et à serrer des mains. Au casus, il est toujours assis dans son coin et il ne parle à personne »,

résume un de ses collègues députés.

Une guerre de tranchées

Le candidat qui gagnera le plus de batailles sur le terrain sortira vainqueur de cette guerre de tranchées, mais, pour le moment, aucun candidat ne peut affirmer contrôler le Québec et l'Ontario, les deux principaux champs de bataille avec respectivement 75 et 106 circonscriptions, soit 60 % des délégués.

Bob Rae, qui jouit d'une solide organisation (et apparemment de moyens) composée en grande partie de supporters de Jean Chrétien, est le plus connu en Ontario, mais c'est bien là justement son plus grand problème. L'ancien premier ministre néo-démocrate a laissé un souvenir et un déficit impérissables à ses concitoyens ontariens.

Bob Rae, qui est parfaitement bilingue, est reconnu comme quelqu'un de brillant, mais on lui reproche souvent d'être hautain, froid et peu charismatique. En plus, faut-il le rappeler, il est néo-démocrate, pas libéral. Les partis politiques ont des cultures différentes, une histoire distincte, leurs propres codes. Parlez-en à Jean Charest.

Au Québec, M. Rae n'a aucune base ni racine. Il a choisi comme organisateur au Québec l'ancien

député Jacques Saada, un homme respecté dans le Parti libéral. Reste à savoir quel rôle pourrait jouer Denis Coderre, qui se joindrait à l'équipe Rae, selon de nombreux libéraux.

L'appui de M. Rae à l'accord du lac Meech le rendra peut-être sympathique à certains, mais le fait qu'il soit entouré d'anciens proches de Jean Chrétien pourrait rebuter de nombreux militants libéraux écoeurés des pénibles guerres de clans qui ont détruit en grande partie leur parti au Québec.

Le désir de tourner la page chez les militants libéraux ou la Raephobie en Ontario pourraient avantager Michael Ignatieff, mais celui-ci n'a pas plus de racines au PLC. En fait, ses adversaires disent qu'il n'en a plus beaucoup au Canada, point, lui qui a vécu à l'étranger au cours des 30 dernières années.

L'ancien prof de Harvard va traîner pendant toute la durée de cette campagne ses prises de positions en faveur de l'invasion américaine en Irak. Il sera intéressant de voir d'où viendront les coups puisque le principal adversaire de M. Ignatieff, Bob Rae, est aussi un de ses grands amis. Mais en politique, l'amitié résiste généralement mal à l'ambition.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

199\$*
/mois

1^{ere}
mensualité GRATUITE

Corolla 2006
Location 48 mois
Comptant de 2 078\$
0\$ dépôt de sécurité

À la location ou
remise équivalente
à l'achat*

**CHANGEONS
L'AVENIR!**

à partir de
15 635\$*

Yaris 2007

TOYOTA

TOYOTA Gabriel
3333, Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
www.toyotagabriel.com
(514) 748-7777

TOYOTA Président
1920, Sainte-Catherine Ouest
Montréal
www.toyotapresident.com
(514) 937-7777

3394252A

VENTE ÉTIQUETTES ROUGES

ACCESS TOYOTA
A nicer way to buy a car.

* Première mensualité gratuite à la location sur Corolla 2006 ou remise équivalente à l'achat. 0\$ dépôt de sécurité. Photos à titre indicatif seulement. Détails chez Toyota Gabriel et Toyota Président.

Membres des concessionnaires Gabriel. Un groupe, une force!

PLC LA COURSE S'ANIME



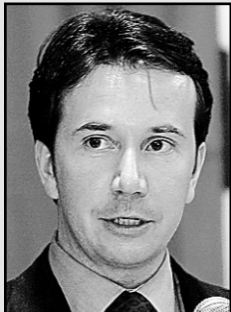
Ken Dryden

Âge : 58 ans

Province d'origine : Ontario

Expérience politique : Élu pour la première fois député fédéral de York-Centre en 2004 et réélu en 2006. Ministre du Développement social sous Paul Martin et actuel porte-parole de l'opposition en matière de santé.

Chances réelles de l'emporter :
5/10



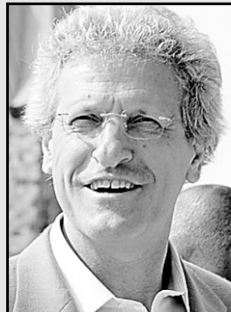
Scott Brison

Âge : 38 ans

Province d'origine : Nouvelle-Écosse

Expérience politique : élu pour la première fois en 1997 sous la bannière des progressistes conservateurs dans Kings-Hants, il s'est présenté à la course à la direction du PPC après le départ de Joe Clark en 2003. Il est passé chez les libéraux le 10 décembre 2003. À la suite des élections de 2004, il est nommé ministre des Travaux publics. Il est actuellement porte-parole de l'opposition en matière d'environnement.

Chances réelles de l'emporter :
4/10



Joe Volpe

Âge : 58 ans

Province d'origine : Ontario

Expérience politique : élu pour la première fois dans Eglinton Lawrence en 1988, il a été réélu au cours de toutes les élections ultérieures. Sous Paul Martin, il a été ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et ministre responsable de l'Ontario et de Toronto. Dans l'opposition, il est critique du Conseil du Trésor.

Chances réelles de l'emporter :
3/10

DANS LA COURSE

indéfectible aux Québécois

Au Québec, l'ancien ministre libéral Jacques Saada sera responsable de l'organisation de sa campagne.

M. Rae a d'ailleurs fait une large place au Québec dans son discours d'hier soir. Il a notamment rappelé qu'il a appuyé le bilinguisme officiel lorsqu'il était député néo-démocrate à la Chambre des communes entre 1978 et 1982, qu'il a appuyé le défunt accord constitutionnel du lac Meech lorsqu'il était chef de l'opposition en Ontario et qu'il a défendu l'accord de Charlottetown lorsqu'il était premier ministre.

L'ami du Québec

« J'ai toujours été l'ami du Québec et des Québécois. Et je pense que cela est bien compris. Respect, ouverture, transparence et quête de solutions honnêtes qui fonctionnent pour le Québec et pour le Canada m'ont toujours guidé dans le passé et continueront de le faire dans l'avenir. Selon moi, l'âme du Québec est généreuse, socialement progressiste, tolérante, axée vers l'extérieur et novatrice. Cette attitude dynamique est au coeur de la capacité de décision et de la sophistication du Canada comme nation », a-t-il affirmé.

M. Rae a reconnu que le PLC a une pente abrupte à remonter au

Québec, où il n'a fait élire que 13 députés aux dernières élections, et il a promis de jouer « un rôle important » dans la reconstruction du parti.

Il a salué le bilan des 13 ans de pouvoir du gouvernement libéral, notamment la lutte contre le déficit, la création d'emplois et des investissements dans les programmes sociaux. « Pour survivre, il faut maintenir la discipline financière des dernières années. L'allergie que nous éprouvons envers les déficits est saine », a-t-il dit.

M. Rae a annoncé sa candidature le même jour où la députée libérale de la région de Toronto, Carolyn Bennett, a annoncé qu'elle plongeait aussi dans la course.

M. Rae est vu comme l'un des principaux candidats avec le député libéral Michael Ignatieff. L'ancien ministre Ken Dryden doit confirmer sa candidature vendredi tandis que l'ancien ministre de l'Éducation de l'Ontario, Gerard Kennedy, doit en faire autant au cours des prochains jours. Les anciens ministres Stéphane Dion, Scott Brison, Joe Volpe, Maurizio Bevilacqua ont déjà annoncé leur candidature tout comme Martha Hall Findlay, avocate de la région de Toronto. En tout, 10 candidats comptent briguer la direction du PLC.



PHOTO J.P. MOCZULSKI, REUTERS

L'ex-premier ministre ontarien Bob Rae est accueilli par sa femme après avoir annoncé son intention de se lancer dans la course au leadership du Parti libéral.

Bilingues?

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET GILLES TOUPIN

OTTAWA — L'une des principales forces du Parti libéral dans le passé, la maîtrise des deux langues officielles, semble connaître des ratés dans la course à la succession de Paul Martin. La majorité des 10 candidats qui aspirent à prendre les commandes du PLC ont en effet une connaissance partielle ou incomplète du français. Seuls Bob Rae, Michael Ignatieff, Stéphane Dion et Maurizio Bevilacqua ont une connaissance suffisante des deux langues pour participer à des débats en français et en anglais. Les autres candidats — Joe Volpe, Ken Dryden, Scott Brison, Gerard Kennedy, Carolyn Bennett et Martha Hall Findlay — auraient de la difficulté à en découdre avec le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, dans un débat national.

La semaine dernière, le candidat Joe Volpe a fait la démonstration éloquent de sa piètre connaissance du français. Confirmant sa candidature vendredi, il a publié un communiqué de presse — « Relève de presse » — bourré de fautes. On aurait cru le document traduit par le moteur de recherche Google.

« Le parti libéral a été le partenaire des gens dans la construction de Canada, en créant une citoyenneté qui est pertinent sur le devant domestique et international. C'est est pourquoi je suis Libéral (sic) » pouvait-on lire, entre autres énormités, dans Ce « Relève de presse ». « Le fort appui de base reçu des citoyens de toutes les régions du pays aidera à rénover les Libéraux et à rebâtir le Parti libéral pour la prochaine élection », si l'on en croit cette prose volpésienne. M. Volpe, qui prétendait parler français « aussi bien que Denis Coderre » a dû diffuser une version corrigée du communiqué.

Pour se mesurer
à nous, la
concurrence
a dû hausser
ses standards.

429 \$/mois*

6104 \$ comptant

0 \$ dépôt de sécurité

Location
39 mois

MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
499 \$	3416 \$
588 \$	0 \$



Le Cadillac SRX 2006 à transmission intégrale

Moteur V6 VVT de 3.6L développant 255 HP • Boîte automatique à 5 vitesses et fonction manuelle • ABS aux quatre roues avec fonction d'assistance au freinage d'urgence • Antipatinage toutes les vitesses avec interrupteur • Système de correction de la trajectoire StabiliTrak • Groupe sièges et mémorisation • Sonar de recul • Radio par satellite XM[®]

Privilèges Cadillac : Garantie limitée et programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km, Service de communication et d'assistance OnStar intégré au véhicule avec abonnement au plan Orientation et Dépannage pendant un an.



visitez onstar.ca



Meilleur VUS
de luxe 2006,
Car and Driver.
Pour la troisième
année consécutive



CADILLAC SRX
NOUVELLE RACE

3396871A

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf SRX 2006 (6EB26/R7E). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 39 mois avec versement initial ou échange équivalent (voir ci-dessus). Transport (1350 \$) et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢ du km après 65 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à moindre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. *Inclus 3 mois d'essai gratuit sans obligation au terme desquels les frais de service s'appliquent. [©]2005, COVAN. Utilisée sous licence. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcana.ca ou au 1 888 446-2000.

339687

ACTUALITÉS

L'îlot Voyageur déjà en chantier

Les travaux d'excavation vont bon train pendant que les architectes planchent encore sur le projet de l'UQAM

NICOLAS BÉRUBÉ

En toute discrétion, la construction du complexe de l'îlot Voyageur a déjà débuté au centre-ville et ce, même si les détails du projet de l'UQAM n'ont toujours pas été présentés au grand public.

Réalisé en partenariat public-privé (PPP) avec la société immobilière Busac, le controversé complexe de 300 millions de dollars ne sera pas dévoilé aux médias avant quelques semaines.

Or, dans les faits, les travaux vont bon train sur le terrain situé dans le quadrilatère délimité par les rues Berri, Ontario, Saint-Hubert et le boulevard de Maisonneuve. Des entrepreneurs procèdent à des travaux d'excavation et de soutènement pour le sous-sol des futurs bâtiments, qui abriteront notamment une résidence universitaire et une gare d'autobus.

Pour le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert, le projet ne peut être présenté actuellement parce que les architectes planchent toujours sur certains aspects liés à la finition et à l'habillage des bâtiments. « Le projet évolue, il n'existe pas de version définitive à l'heure actuelle. Cela dit, on sait où on s'en va. On ne va pas changer radicalement le projet d'ici à ce qu'il soit dévoilé », dit-il, ajoutant que les maquettes, les plans et les explications sur le montage financier du nouveau complexe seront présentés le mois prochain.

On sait que le complexe comprendra, en plus des salles de cours, une tour à bureaux, des résidences pour étudiants et un stationnement souterrain. La composante la plus élevée du projet comptera 14 étages, soit une hauteur totale de 53 mètres.

Long processus

Ces derniers mois, l'UQAM a décidé de consulter différents groupes du secteur et de créer un comité institutionnel de suivi. Une table de concertation a permis à plusieurs personnes de s'exprimer sur le projet et a incité les architectes à retourner à leur planche à dessin, note M. Hébert. L'UQAM a lancé ces consultations après avoir essuyé des critiques sur l'opacité entourant la prise



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Les travaux d'excavation et de soutènement du nouveau complexe de l'UQAM, dans le quadrilatère délimité par les rues Berri, Ontario, Saint-Hubert et le boulevard de Maisonneuve, ont commencé avant que les détails du projet, les maquettes et les plans, ne soient dévoilés publiquement.

de décision dans ce dossier.

« Les gens ont émis des commentaires. Les architectes en ont pris note et ils sont maintenant en train de bonifier le projet », explique M. Hébert.

L'automne dernier, des associations étudiantes de l'UQAM avaient critiqué certains aspects du projet, notamment la taille du stationnement souterrain, qui encourage selon les étudiants l'utilisation de l'automobile au centre-ville.

Depuis, plusieurs nouveautés se sont greffées au projet de départ. L'UQAM a annoncé une réduction du nombre de places de stationnement

à 500 unités, de même que l'ajout d'un gare centrale de 560 places pour vélos, munie d'un centre de réparation et de douches.

L'Université compte utiliser l'espace récupéré par la réduction de la taille du stationnement pour aménager une salle polyvalente de 500 places qui sera mise à la disposition des étudiants. L'UQAM a également décidé d'ajouter un centre de la petite enfance (CPE) à son projet, élément qui n'était pas prévu initialement.

M. Hébert indique que plusieurs ajouts au projet initial ont suscité des réactions positives de la part

des intervenants du quartier. Un élément a été particulièrement bien reçu, dit-il : une cour intérieure de 5000 mètres carrés qui sera réalisée par l'architecte-paysagiste Claude Cormier.

Toutefois, d'autres aspects ont reçu un accueil plus tiède. C'est le cas du choix de matériau de recouvrement, présenté à la table de concertation et au comité de suivi il y a deux semaines. « Les gens n'ont pas réagi avec un très grand emballement. Donc les architectes vont essayer de trouver autre chose. On continue de modifier le projet, on a du temps devant nous avant d'arriver à l'habillage des bâtiments. »

»

Rosario Demers, président de la table de concertation Faubourg Saint-Laurent qui a participé aux réunions organisées par l'UQAM, se dit impressionné par l'ouverture d'esprit de la direction. « On a une très bonne écoute de la part du recteur, des planificateurs et des architectes. Ils tiennent compte de nos observations », dit-il.

M. Demers estime toutefois que ces rencontres ont été organisées « sur le tard ». « On aurait eu intérêt à discuter du projet l'an dernier, par exemple. Mais bon, mieux vaut tard que jamais. »

LA DYNAMIQUE
FAMILIALE EST
TOUJOURS MEILLEURE
QUAND PAPA
NE CONDUIT PAS
ET QUE MAMAN
NE JOUE PAS AU COPILOTE.

Renseignez-vous sur nos supers rabais d'été.



VIA Rail Canada

LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER

viarail.ca

MC-Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.



Sortez en compagnie d'une star

Venez découvrir la toute nouvelle CSX 2006

LOUEZ À PARTIR DE

308\$ / MOIS*

ACURA CSX 2006

Incluant: Moteur i-VTEC™ 2L de 155 chevaux • Roues en alliage d'aluminium de 16 pouces • Climatisation automatique • Chaîne stéréo AM/FM compatible MP3/WMA™ avec changeur à l'intérieur et 6 haut-parleurs • Coussins gonflables avant/ latéraux/ rideau latéraux

Luxeuse salle de montre, produits exceptionnels, équipements derniers cris, personnel formé par Acura.

4040, rue Jean-Talon Ouest, Montréal • (514) 340-1344
www.lucianiacura.com À MONTRÉAL, C'EST LUCIANI ACURA.

LUCIANI ACURA

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 39 mois détaillés pour l'Acura CSX (modèle FD55563) 2006 neuve. Un acompte de 2 950 \$ vous donne un versement mensuel de 308 \$ et un total des paiements de 14 962 \$. Taux de location annuel de 4,8 %. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1 280 \$, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire Luciani Acura pour plus de détails. Du 1er avril au 30 avril 2006.

ACTUALITÉS

Consultation publique pour agrandir le stade Percival-Molson

Nouveau directeur général de la STM

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le projet d'agrandissement du stade Percival-Molson, domicile des Alouettes, ira en consultation publique dans sa formule originale malgré les nombreux avis critiques portant sur la coupe d'arbres et la construction de gradins.

Le conseil municipal de Montréal a adopté hier soir une résolution de dernière minute permettant au projet de passer à l'étape de la consultation publique. Le projet pourrait aussi être soumis à un référendum, mais cette étape est facultative selon la Ville.

Les Alouettes souhaitent aller de l'avant avec la deuxième phase de l'agrandissement de leur stade au coût de 27 millions. L'équipe de football souhaite ajouter 5000 sièges et 20 loges de luxe, pour un ajout total de 25 000 places.

Dans ses plans, la direction des Alouettes prévoit abattre près de 100 arbres matures pour les remplacer en grande partie par des arbustes. Elle veut aussi ériger des gradins de 35 mètres de haut, ce qui va à l'encontre du règlement municipal.

La présentation in extremis de cette résolution a soulevé plusieurs interrogations parmi les conseillers municipaux. Le conseiller de l'opposition, Nicolas Montmorency, a dit craindre que ce projet ne dissimule le mont Royal. Le conseiller de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Marvin Rotrand, a pour sa part inscrit sa dissidence à l'encontre de la résolution déposée par son parti.

La responsable du dossier au comité exécutif, Francine Senécal, a indiqué que le processus devait s'enclencher rapidement pour permettre le début des travaux l'automne prochain. M^{me} Senécal a ajouté que la consultation publique permettrait d'élaborer un

projet convenant à toutes les parties. Le maire de Montréal a de toute façon donné son appui par écrit à l'agrandissement du stade.

Selon M^{me} Senécal, la direction des Alouettes est prête à améliorer son projet. L'agrandissement a auparavant fait l'objet de huit études consultatives critiquant son impact. La consultation publique débutera à la mi-mai et prendra environ trois mois. La version finale du projet devra ensuite être de nouveau adoptée par le conseil municipal. Le ministère de la Culture devra aussi donner son aval puisque le stade se trouve dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal.

Par ailleurs, le maire de Montréal a promis de nouvelles mesures incitatives pour éviter l'exode des familles hier lors du conseil. Questionné par le chef de l'opposition, Pierre Bourque, le maire Tremblay a indiqué que Montréal planche sur un programme pour renforcer les mesures déjà en place.

Nouveau directeur de la STM

Le nouveau directeur général de la Société de transport de Montréal (STM) sera Yves Devin. Il remplacera Pierre Vandelac à compter du 8 mai prochain. M. Devin occupe le poste de directeur général du Casino de Montréal depuis 2002. M. Devin a auparavant travaillé à la STM comme directeur des relations professionnelles, directeur des ressources humaines, directeur exécutif du soutien à l'exploitation et chef de l'exploitation du réseau des autobus. Il arrive à la tête de la STM à un tournant avec, entre autres, le remplacement des voitures de métro, les discussions sur le financement du transport en commun et la rénovation des équipements fixes du métro.

La protection des milieux naturels progresse à pas de tortue à Montréal

MALORIE BEAUCHEMIN

La protection des milieux naturels avance à pas de tortue à Montréal. Un an après l'adoption de sa Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, la Ville n'a protégé que 110 hectares, un nombre encore « très loin » de l'objectif, constate le groupe environnementaliste Coalition verte.

« Il est difficile de croire qu'ils atteindront leur objectif d'ici deux ans, au rythme où ils sont partis, soutient le vice-président de Coalition verte, David Fletcher. Il y a 1600 hectares à protéger pour atteindre les 6 %. »

C'est en effet l'objectif que s'est donné Montréal, soit de préserver 3000 hectares (6 %) d'espaces naturels de la superficie terrestre de l'agglomération, qui est de 50 000 hectares. Au moment d'adopter la politique, en décembre 2004, plus de 1500 hectares étaient déjà protégés, par des décrets du gouvernement québécois, soit 3 % du territoire.

« L'important, c'est que nous avons réussi à stopper l'hémorragie, la destruction », a expliqué en conférence de presse la responsable de l'environnement, des parcs et des espaces bleus et verts au comité exécutif de la Ville, Helen Fotopolos.

Avant cette nouvelle politique, la communauté urbaine de Montréal avait imposé pendant plus de 10 ans un moratoire sur l'acquisition d'espaces naturels. Ainsi, ce sont 750 hectares de forêts et d'espaces naturels qui ont disparu en une décennie dans l'île de Montréal, au profit bien souvent de projets immobiliers.

En 2005, la protection des 110 hectares a coûté 9 millions de dollars, provenant des 36 millions en trois ans prévus au budget afin de mener à bien la nouvelle Politique de protection des milieux naturels.

« La Ville dépense des dizaines de millions pour planter des arbres dans le centre-ville, mais seulement 36 millions pour sauver les forêts qui sont déjà là. C'est un scandale », s'est insurgé M. Fletcher.

Selon lui, même à l'intérieur des écoterritoires (zones considérées par la Ville comme intéressantes au point de vue écologique), il y a encore des constructions immobilières. « Après, la forêt aura disparu pour toujours », souligne-t-il.

Du côté de la Ville, on soutient qu'environ 400 hectares sont aujourd'hui en cours de négociation ou en voie d'être protégés et viendront bientôt s'ajouter aux 110 hectares protégés depuis un an. C'est que dans chacun des cas (parcs, forêts, bois), les fonctionnaires de la Ville doivent négocier avec les promoteurs immobiliers pour trouver un terrain d'entente et ainsi protéger une partie du territoire.

Or, selon la Coalition verte, les négociations ne deviendront que plus difficiles. « On commence toujours par cueillir les fruits qui sont le plus à notre portée. La Ville a d'abord protégé les espaces plus accessibles, maintenant il leur reste le gros du travail », a expliqué M. Fletcher.

Pour chaque espace protégé par la Ville, un plan de gestion est élaboré, qui stipule ce qui peut être aménagé sur le territoire en question.



Canada

Service Goodwrench

Bons pneus. Juste prix.

BESOIN DE BONS PNEUS?



Profitez-en!

PNEUS 4 SAISONS

À PARTIR DE

84⁹⁵\$

Goodyear Integrity et
Uniroyal Tiger Paw Freedom
P195/70/R14

ATTENTION! Tous ces prix incluent: pose, valves, équilibrage et expertise.

BESOIN DE PNEUS POUR VOITURE?

	P195/70R14	Tiger Paw ^{MD} Freedom ^{MC}	84,95\$
	P205/70R15	Tiger Paw ^{MD} Freedom ^{MC}	99,95\$
	P195/70R14	Integrity	84,95\$
	P195/70R14	Regatta 2	119,95\$
	P195/70R14	Assurance-Comfortred	139,95\$
	P205/70R15	Control Plus ^{MC}	109,95\$
	P225/60R16	Control Plus ^{MC}	129,95\$
	P205/70R15	Harmony ^{MC}	149,95\$
	P225/60R16	Harmony ^{MC}	169,95\$

BESOIN DE PNEUS POUR CAMIONNETTE OU VUS?

	P235/75R15	Laredo ^{MD} AWP ^{MD}	129,95\$
	LT245/75R16	Laredo ^{MD} AWP ^{MD}	179,95\$
	P235/75R15	Wrangler RT/S	159,95\$
	LT245/75R16	Wrangler RT/S	219,95\$
	LT245/75R16	All Terrain T/A ^{MD} KO	219,95\$
	P235/75R15	LTX ^{MD} M/S	179,95\$

Voir votre concessionnaire pour tous les détails. Taxes et droits en sus.



www.gmcanada.com

3395253A

3395262

Le printemps à Québec au PORT-ROYAL

Spécial 159\$

Séjour
pour 2 pers.
Incluant :
1 suite de luxe,
2 petits déjeuners
à la carte et
stationnement.

LE PORT-ROYAL
HOTEL SUITES
★★★★★
1 866 417-2777
www.hotelportroysuits.com

Valide
jusqu'au
31 mai
2006

3394745

3394746

de
l'ApéRo
au dessert

Conservez notre brochure-conseil
insérée dans **La Presse** de samedi!

TROIS CONSEILLERS DE LA SAQ PARTAGENT LEUR PASSION
DES VINS APÉRITIFS ET DES DIGESTIFS. DÉCOUVREZ
LEURS RECOMMANDATIONS ET COUPS DE CŒUR.

BROCHURE ÉGALEMENT DISPONIBLE EN SUCCURSALE.

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



La modification à bien meilleur goût. 18+

3392829A

Éviction des locataires

Québec prépare un projet de loi

SÉBASTIEN RODRIGUE

La ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, confirme que son gouvernement prépare une loi pour accélérer le traitement des plaintes à la Régie du logement, mais elle soutient que les droits actuels des locataires seront maintenus.

La ministre affirme que le projet de loi vise à réduire le nombre d'audiences pour des affaires de non-paiement afin de donner la priorité à d'autres cas. « On ne souhaite pas accélérer le processus d'éviction des locataires, nous planchons sur une série de mesu-

res (...) pour améliorer la performance de la Régie », précise M^{me} Normandeau.

Le journal *Le Devoir* a rapporté hier que le Ministère envisageait une procédure éclair pour éliminer l'étape de la comparution dans les cas où le locataire ne conteste pas une éviction. Selon cette nouvelle procédure, un locataire recevrait une lettre par huissier contenant un formulaire de contestation. S'il ne conteste pas dans un délai de 10 jours, son expulsion prendrait effet sur-le-champ par ordonnance d'un greffier.

M^{me} Normandeau affirme néanmoins que les règles actuelles se-

ront maintenues. Selon la loi actuelle, un propriétaire doit attendre un retard de trois semaines pour enclencher une procédure d'expulsion. « Il n'est pas question de négocier à rabais des droits récemment consentis aux locataires, l'objectif est de *focuser* sur comment améliorer la performance à la Régie du logement », ajoute la ministre.

En 2004-2005, la Régie a traité près de 45 000 cas de non-paiement sur un total d'un peu plus de 84 000. La Régie traite les cas de non-paiement dans un délai de quatre à six semaines.

Les groupes de locataires se sont

insurgés contre l'intention du gouvernement. Les récentes déclarations de la ministre sont toutefois plus rassurantes, indique André Trépanier, responsable des dossiers politiques du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec.

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain estime pour sa part que l'engorgement à la Régie du logement est la conséquence des coupes budgétaires. De son côté, l'Association des propriétaires du Québec a indiqué dans un communiqué qu'elle appuie l'introduction d'une procédure éclair.

72 David pour le Goliath de La Ronde

Pour l'inauguration des plus hautes et des plus rapides montagnes russes au Canada, La Ronde est à la recherche de 72 personnes portant le prénom ou le nom de David. Le parc d'attractions espère ainsi trouver de courageux David pour se mesurer à Goliath, le nouveau manège, dont l'inauguration aura lieu le 11 mai, soit deux jours avant l'ouverture prévue de la saison 2006 de La Ronde. Construit au coût de 18,7 millions, Goliath représente les plus rapides montagnes russes au pays, atteignant 110 km/h. Pour participer à l'inauguration, les David n'ont qu'à consulter le site Internet de La Ronde. Ils doivent mesurer au moins 1,37 m.

Malorie Beauchemin

déjà qu'on avait de la misère à lui fermer la trappe.

LG 6200 photo et vidéo

0^s

Magasins Espace Bell et Bell Mobilité

bell.ca/bonimaximum | 1 888 4MOBILE

Espace Bell

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
(514) 353-0257

BELOIL
Mail Montenach
(450) 446-7176

BROSSARD
Mail Champlain
(450) 465-8759

CHÂTEAUGUAY
Centre régional Châteauguay
(450) 691-7665

COATCOOK
18, rue du Manège
Place J.R. Lefebvre
(819) 849-9997

COWANSVILLE
Domaine du Parc
(450) 263-4444

DELSON
5, route 132
(450) 635-9999

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
(514) 684-6846

3699, boul. St-Jean
(514) 626-8888

DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
(450) 424-1416

DORVAL
Les Jardins Dorval
(514) 631-1222

DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
(819) 478-5178

Promenades Drummondville
(819) 474-4433

GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
(819) 246-2355

GRANBY
688 rue Principale
(450) 378-3618

Galeries de Granby
(450) 777-4058

HULL
Galeries de Hull
(819) 771-2716

JOLIETTE
Les Galeries Joliette
(450) 755-5533

LASALLE
7567, boul. Newman
(514) 368-8000

Carrefour Angrignon
(514) 364-3071

LAVAL
1655, boul. St-Martin O.
(450) 680-1010

Carrefour Laval
(450) 681-3344

Carrefour Laval (kiosque)
(450) 978-7133

Centre Laval
(450) 680-2355

LONGUEUIL
Place Longueuil
(450) 679-4558

MONTRÉAL
9280, boul. de l'Acadie
(514) 385-0770

5187, avenue Papineau (angle Laurier)
(514) 526-2020

892, rue Ste-Catherine O.
(514) 866-6686

Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
(514) 739-7777

Centre Rockland
(514) 340-1269

Complexe Desjardins
(514) 282-3388

Place Alexis-Nihon
(514) 939-2439

Place Dupuis
(514) 844-1313

Place Versailles
(514) 353-8847

Plaza Côte-des-Neiges
(514) 342-5444

MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
(514) 322-3202

MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
(819) 681-0404

POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke E.
(514) 645-4455

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
(514) 630-4992

REPERTIGNY
309, rue Notre-Dame
(450) 585-4455

Les Galeries Rive-Nord
(450) 657-4455

ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
(450) 979-3838

Place Rosemère
(450) 435-0024

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
(450) 377-1256

SHAWINIGAN
1 Plaza de la Mauricie
(819) 539-8691

SHERBROOKE
2700, rue King O.
(819) 823-9994

Carrefour de l'Estrie
(819) 565-1605

SOREL
Les Promenades de Sorel
(450) 742-6789

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
(450) 441-1535

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
(819) 321-0265

ST-EUSTACHE
Place St-Eustache
(450) 623-8500

ST-HUBERT
5190, boul. Cousineau
(450) 676-9919

3879, boul. Taschereau
(450) 926-2020

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
(450) 778-1749

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391, boul. Séminaire Nord
(450) 348-5210

Carrefour Richelieu
(450) 349-4400

ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
(450) 431-3926

ST-LAURENT
La Place Vertu
(514) 335-2355

ST-LÉONARD
6050, boul. Métropolitain E.
(514) 257-9292

Centre Le Boulevard
(514) 376-2288

TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
(450) 964-7985

TRACY
604, route Marie-Victorin
(450) 746-7777

TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean XXIII
(819) 376-6849

Centre Les Rivières
(819) 691-0482

VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
(819) 357-7777

La Grande Place des Bois-Francis
(819) 357-5776

Bell Mobilité

AUTEUIL
Entreprise Yaco enr.
5330, boul. des Laurentides
(450) 628-9366

DORVAL
J.D. Mobilité
10925, chemin Côte-de-Liesse
(514) 422-0511

HULL
Action Solutions Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
(819) 777-0999

JOLIETTE
Boutique du téléphone
127, boul. St-Charles-Borromée N.
(450) 752-5030

LACHINE
CBCI Telecom inc.
2409, 46^e Avenue
(514) 422-3334

LAFONTAINE
Cosat
2121, boul. Labelle
(450) 431-5122

LAVAL
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey
(120) Tour C
(450) 687-4000

LONGUEUIL
Cellcom
650, place Trans-Canada
(450) 463-7777

Triacom
2771, boul. Jacques-Cartier E.
(450) 928-2244

MONTRÉAL
ABCO Telecom inc.
8900, rue Lajeunesse
(514) 389-8900

Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques O.
(514) 485-5222

SHERBROOKE
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
(819) 563-0406

ST-EUSTACHE
Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
(450) 974-7444

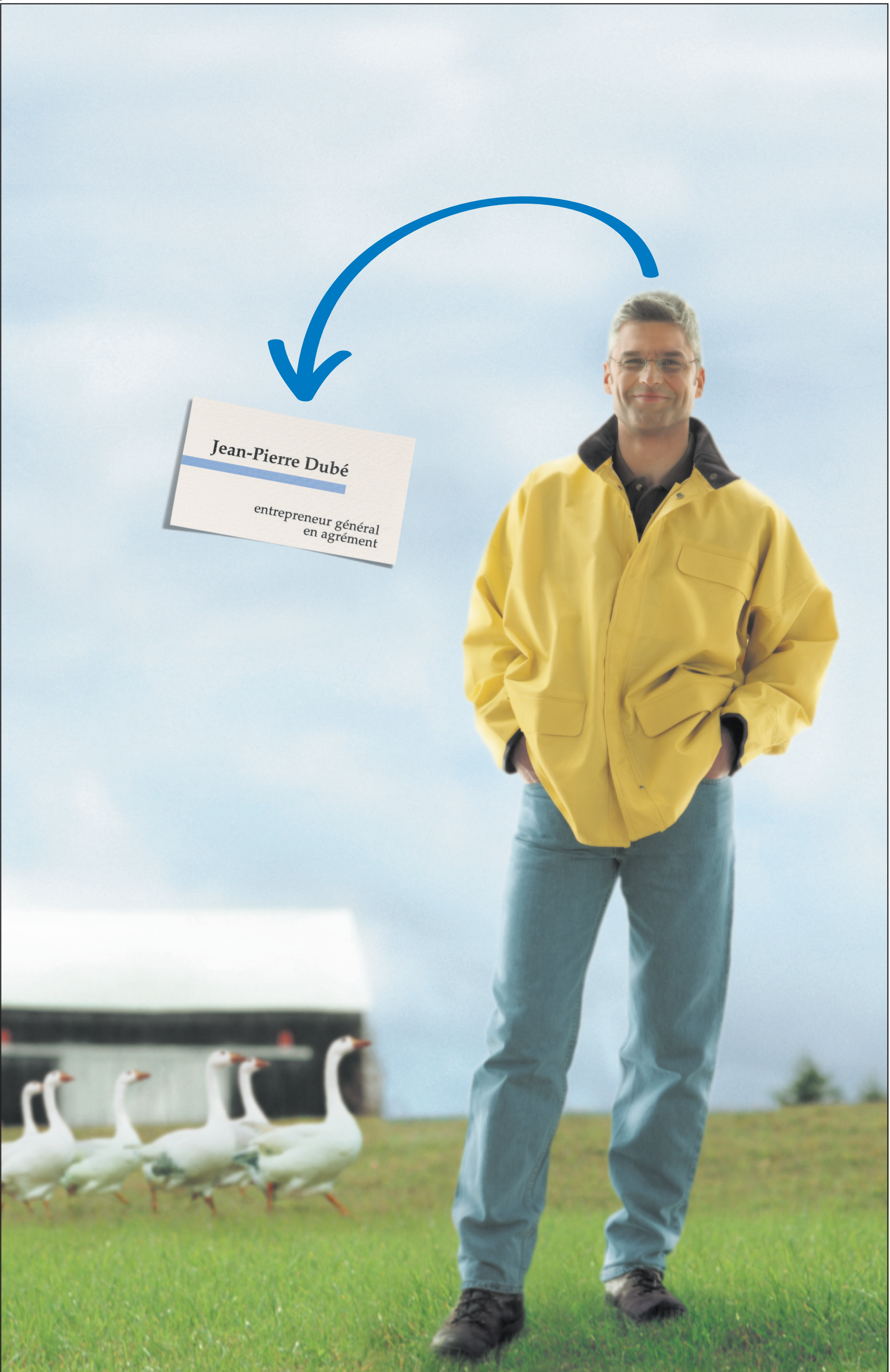
TERREBONNE
Her-Comm
1729, chemin Gascon
(450) 964-7777

Aussi offert chez ces détaillants:

FUTURE SHOP **Radio Shack** **TELEPHONIQUE** **Dominion**

STEREO **SON** **BEST BUY**

L'offre prend fin le 30 avril 2006; avec une nouvelle activation d'un appareil dans le cadre d'un engagement de 3 ans à un forfait voix. Services et options offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture 1X et/ou 1xEV-DO Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Soirs du lundi au jeudi, de 20 h à 7 h, et week-ends du vendredi 20 h au lundi 7 h. Chaque forfait est facturé sur une base mensuelle et les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans la zone de couverture Mobilité de Bell; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer. Autres frais tels que 9-1-1 (0,75 \$/mois), frais d'accès au réseau (6,95 \$/mois) et frais uniques d'activation (35 \$) s'appliquent. Prix/offres et options peuvent être modifiés sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Pas disponibles dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un engagement de 2 ou 3 ans à un forfait Décroche-pouce, Avalanche ou Extrême. S'applique pendant la durée initiale de l'engagement.



Jean-Pierre Dubé

entrepreneur général
en agrément

On n'a plus les retraités qu'on avait.
Voyagez, cuisinez ou gardez quelques dossiers, du moment que ça vous fait plaisir. Vous redéfinissez le mot retraite, alors nous redéfinissons notre façon de vous aider. Venez nous voir ou visitez **bmo.com/retraiteavotreimage**

BMO  **Groupe financier**

On écoute. On propose. Profitez.^{MD}

ACTUALITÉS

RECRUTEMENT DE BÉNÉVOLES

Les hôpitaux laissés-pour-compte

MARIO GIRARD

On estime que 20 % de la population québécoise fait du bénévolat. Au total, on compte 18 millions d'heures de participation à la communauté chaque année dans la province. Si la plupart des secteurs communautaires n'ont aucun mal à recruter des bénévoles, le milieu hospitalier est aujourd'hui le laissé-pour-compte. Le flou régnant sur

les tâches à accomplir et le risque d'infection repoussent les candidats potentiels.

« C'est le secteur où on retrouve de moins en moins de bénévoles, reconnaît Pierre Riley, directeur général de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec. C'est plus facile de recruter pour un musée que pour un hôpital. Ce qui est triste, c'est qu'il s'agit d'un secteur où il y a de moins en

moins d'effectifs et d'argent. »

Différents facteurs expliquent ce phénomène amorcé il y a 20 ans. « Les bénévoles sont plus prudents à cause des risques d'infection », dit Dolorès Boulay, responsable des 800 bénévoles qui ont offert l'an dernier 106 000 heures de leur temps au CHUM.

Selon certains, la relation entre les bénévoles et les salariés du milieu hospitalier rend la cohabitation dif-

ficile. « Il y a des gens qui font jusqu'à 35 heures de bénévolat par semaine, dit Guy Thuotte, retraité de 61 ans, bénévole à l'hôpital Notre-Dame. Certains employés ont peur qu'on leur vole leur job. »

« Ça dépend des hôpitaux, dit Pierre Riley. Dans certains cas, c'est vrai qu'on demande aux bénévoles de remplacer littéralement les employés. Les bénévoles se retrouvent coincés entre la personne qu'ils

doivent aider et leur choix d'action bénévole. »

Pour Claude St-Georges, porte-parole de la Fédération de la santé et des services sociaux affiliée à la CSN, cette situation ne pose pas de problème. « Il y a eu dans le passé quelques réticences. Mais les professionnels sont tellement débordés qu'au contraire, ils ne voient pas d'un mauvais oeil la présence de bénévoles. »

Un code d'éthique pour les bénévoles

MARIO GIRARD

Alors que s'ouvre la Semaine de l'action bénévole du Québec, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne, a confirmé à *La Presse* qu'elle s'apprête à présenter un projet de code d'éthique à l'intention des bénévoles. Cette convention s'appliquerait à tous les bénévoles oeuvrant dans les secteurs public et parapublic, in-

cluant les hôpitaux et les centres de santé. « Il s'agit d'une série de principes qui guident autant le bénévole que l'organisme qui fait appel à ses services », dit Michelle Courchesne. Ce code, qui accrédirait de manière particulière l'organisme qui l'adopterait, viendrait clarifier les rôles et les engagements de chacun. « Le bénévole s'engagerait à offrir une contribution qui serait complètement distincte et différente de cel-

le qui est offerte par le personnel salarié », dit Michelle Courchesne.

Elle a précisé qu'elle ne voulait pas faire de ce projet un enjeu de relations de travail. « Je veux tout simplement que le bénévole puisse oeuvrer en toute confiance. » Elle a ajouté que, malgré le stade avancé du projet, certaines étapes restaient à être franchies. Une rencontre avec Philippe Couillard doit notamment avoir lieu.

Une autre voix contre la privatisation du mont Orford

Le gouvernement ne devrait pas vendre une partie du parc du Mont-Orford s'il croit réellement au « développement durable », affirme l'Institut québécois de la biodiversité dans une lettre ouverte envoyée au premier ministre Jean Charest. Cet institut établi à l'Université de Montréal regroupe une centaine de scientifiques et 13 institutions. Selon son président, Pierre Brunel,

professeur retraité, la vente d'une partie d'un parc créerait « un précédent dangereux ». « Nous croyons qu'il reste trop peu (dans le sud du Québec) d'écosystèmes naturels biodiversifiés qui ont échappé jusqu'à maintenant au grignotage de l'agriculture industrielle, de l'expansion urbaine et de la villégiature commerciale de luxe comme celle qu'annoncent les condos du mont Orford », écrit M. Brunel. Il demande un moratoire sur le projet de loi spéciale que Québec a l'intention de faire adopter. La Presse

SPORT TRAC 2007

ford.ca



COMMENT REND-ON UN VUS PLUS FLEXIBLE ?

EN LE DOTANT D'UN CADRE CINQ FOIS PLUS RIGIDE*.

VOICI LE TOUT NOUVEAU SPORT TRAC 2007

Vous pouvez enfin remorquer de lourdes charges allant jusqu'à 3 084 kg**. Grâce à une augmentation de 427 % de la résistance à la torsion, le cadre du Sport Trac est si rigide que sa capacité de remorquage en est accrue de façon spectaculaire.

DE SUPERBES PERFORMANCES, UNE QUESTION D'HÉRÉDITÉ

Doté d'une construction à poutres traversantes, le tout nouveau cadre en caisson a été pensé par certains des plus grands experts au monde en matière de rigidité et de robustesse. C'est-à-dire nous. Parce que le Sport Trac hérite de l'unique armature qui a valu sa réputation au F-150, le pionnier des durs de durs.



CONFORT ET SÉCURITÉ REPENSÉS

Vous serez pleinement en mesure d'apprécier l'habitacle entièrement renouvelé. Des technologies d'avant-garde en matière de sécurité, telles que des sacs gonflables latéraux à l'avant et un pare-brise chauffant†, contribuent au confort 5 étoiles et à la cote de sécurité 5 étoiles†.

C'EST ENCORE ET TOUJOURS LA PUISSANCE QUI VOUS INTÉRESSE ?

Nous avons ce qu'il vous faut. Le nouveau moteur V8 de 4,6 litres† développe 292 chevaux et produit un couple de 300 lb-pi. Vous détenez donc toute la puissance requise pour accomplir ce que vous voulez. Le tout nouveau Sport Trac 2007 : équipé pour rouler.



Bien pensé

339665A

3396690

*Selon l'année modèle 2005 du Sport Trac. Véhicule représenté avec rallonge de plateau à claire-voie en option. **Avec l'équipement approprié. La capacité de remorquage maximale varie en fonction des versions, du poids des occupants et du chargement, et de l'équipement en option. Tous les détails chez votre conseiller Ford. †Équipements offerts en option. ‡Le Sport Trac 2007 4 portes équipé de sacs gonflables latéraux a obtenu la plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collision frontale, et la plus haute cote de sécurité pour les occupants à l'avant et à l'arrière en cas de collision latérale lors des tests de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) du gouvernement américain (www.safercar.com).

Bush ordonne une enquête sur les prix du pétrole

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président George W. Bush a demandé aux autorités fédérales américaines d'ouvrir une enquête sur la hausse de l'essence aux États-Unis, portant sur d'éventuels gonflements des prix à la pompe, a annoncé hier la Maison Blanche.

À la demande de M. Bush, « la Commission fédérale du commerce (FTC) enquête pour déterminer si les prix de l'essence ont été de quelque manière que ce soit manipulé de façon injuste depuis les cyclones de l'année dernière, a déclaré à la presse le porte-parole de la Maison Blanche Scott McClellan. Il a aussi ordonné au département de l'Énergie et au département de la Justice de mener des enquêtes sur de possibles tricheries et manipulations illé-

gales des marchés de l'essence. »

Le porte-parole a précisé que ces enquêtes faisaient partie d'un plan en quatre points pour lutter contre la hausse des prix de l'essence que le président Bush présentera dans un discours sur l'énergie aujourd'hui à Washington. Selon M. McClellan, le plan de M. Bush, en plus de s'assurer que les consommateurs sont traités équitablement, prévoit une plus grande efficacité du marché pétrolier, une augmentation des fournitures d'essence aux États-Unis et, à long terme, des investissements sur des énergies alternatives au pétrole. La hausse des prix du brut sur les marchés ont fait progresser de 33 cents en un mois le prix du gallon de carburant à la pompe (3,8 litres) qui frôle maintenant les trois dollars. Cette flambée

des prix de l'essence est devenu un sujet de politique intérieure majeur aux États-Unis, dont s'est emparée l'opposition démocrate, qui ambitionne de renverser la majorité républicaine dans les deux chambres lors des élections de mi-mandat en novembre.

Dans une lettre ouverte à M. Bush hier, les leaders républicain au Congrès avaient appelé le président à ordonner une enquête fédérale sur de « potentiels collusions, ententes ou gonflements artificiels des prix » de l'essence et des dérivés du pétrole dans les domaines du raffinage, transport, stockage, marketing et distribution. Ils demandaient que la FTC « examine si les ruptures localisées d'approvisionnement étaient le résultat de manoeuvres illégales pour manipuler les prix ».



PHOTO PRESSE CANADIENNE

Des Warriors mohawks d'Akwesasne, en bordure de la voie maritime du Saint-Laurent, ont tenu une vigile hier en appui aux autochtones des Six Nations de Caledonia.

REVENDEICATIONS AUTOCHTONES

Une trêve fragile persiste à Caledonia

PRESSE CANADIENNE

CALEDONIA, Ontario — La trêve décidée par les autochtones qui occupent un lieu de construction et les autorités politiques a passé un test majeur hier soir alors qu'un groupe de citoyens excédés par cette affaire a manifesté pour demander l'expulsion pure et simple des autochtones.

Les autochtones qui occupent depuis février un projet de construction résidentielle sur un terrain qu'ils revendiquent ont reçu l'assurance que la police ne ferait aucune tentative pour les déloger.

Mais plusieurs citoyens non autochtones de cette communauté normalement tranquille de 10 000 habitants en ont ras le bol des perturbations causées par les autochtones.

« Dites donc à vos fomenteurs de troubles de se calmer et de faire place », a lancé une manifestante en direction de la mairesse du comté de Haldimand, Marie Trainer.

Les non-autochtones ont l'impression que leurs droits n'ont pas la même valeur que ceux des autochtones.

« C'est un peu comme s'ils étaient devenus des otages repré-

sentatifs de tous les Canadiens », a déclaré Mme Trainer.

Malgré tout, la mairesse a enjoint à ses concitoyens de « faire preuve de bon sens », en disant espérer que « les têtes froides auront le dessus ».

Entre-temps, les négociations marathon impliquant les autochtones, la police et les gouvernements provincial et fédéral se poursuivent dans un climat positif, dit-on. Le commissaire adjoint de la Police provinciale de l'Ontario Maurice Pilon a cherché hier à rassurer les autochtones en leur disant qu'aucune intervention policière n'était prévue au moins à court terme.

Les négociations pour le territoire en question entre les représentants des Six Nations, le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario allaient bon train depuis deux ans lorsqu'un groupe autochtone dissident a perdu patience et décidé d'occuper le chantier de construction.

La semaine dernière, la Police provinciale de l'Ontario a tenté de déloger les autochtones, mais la manoeuvre a échoué.

Les autochtones soutiennent qu'ils ont été déposés illégalement du territoire en question il y a plus de 200 ans.

EN BREF

Entente en vue sur le bois d'oeuvre

Les représentants canadiens et américains seraient sur le point de s'entendre d'ici vendredi sur un accord-cadre qui leur permettrait de résoudre le conflit sur le bois-d'oeuvre. Aucun entente n'a encore été signée, mais des sources au sein de l'industrie ont dit à la Presse Canadienne que des négociations sont en cours entre les parties. Selon le réseau CTV, les représentants canadiens et américains envisagent que le Canada puisse se faire rembourser quelque 78 % des droits compensatoires imposés par les autorités américaines. — PC

Les TCA retirent leur appui au NPD

Le plus important syndicat du secteur privé au Canada a décidé de retirer formellement son appui de longue date au Nouveau Parti dé-

mocratique, mais selon les observateurs, cette décision des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) n'aura pas beaucoup d'impact sur le NPD. La décision du syndicat d'encourager ses membres, son personnel et ses sections à retirer leur appui au NPD illustre le fossé qui s'est creusé entre le parti et le président du syndicat, Buzz Hargrove, affirme Graham Murray, l'éditeur du bulletin politique *Inside Queen's Park*. — PC

Nouveau chef au Parti vert

Le Parti vert fédéral aura un nouveau chef au mois d'août. Jim Harris, le chef actuel, a annoncé hier qu'il ne soumettra pas son leadership au vote de ses membres lors du prochain congrès du parti, à Ottawa. Le Parti vert a fait des gains lors du scrutin de 2004 mais son chef a ensuite été critiqué à propos des finances du parti et de sa crédibilité en tant qu'environnementaliste. M. Harris s'est réjoui de la croissance « phénoménale » du parti,

mais a reconnu du même souffle que le moment était venu pour lui de laisser la place à quelqu'un d'autre. —PC

Concordia aussi boudera Maclean's

L'Université Concordia a confirmé à *La Presse* cette semaine qu'elle aussi boudera le sondage pancanadien sur le taux de satisfaction des diplômés universitaires, organisé par le magazine *Maclean's*. Mercredi, l'Université de Montréal avait confirmé son intention de boycotter le projet, suivant l'exemple de quelques universités anglophones. Les établissements d'enseignement considèrent que la méthodologie du sondage *Maclean's* comporte des lacunes. Fait intéressant, la plupart des universités qui refusent cette année de participer au sondage *Maclean's* se retrouvaient dans les dernières positions quant à la satisfaction globale des diplômés lors du dernier sondage du même type, en 2004. — Malorie Beauchemin

VOUS N'AVEZ PAS UNE MINUTE À PERDRE.

Partagez vos minutes avec vos employés grâce aux forfaits Partage pour petites entreprises de Rogers Sans-fil^{MC}



ÉPARGNEZ TEMPS ET ARGENT AVEC UNE SEULE FACTURE À TRAITER POUR TOUS VOS EMPLOYÉS

- Forfaits à partir de 25 \$ par employé
- Appels locaux sans frais entre employés d'un même forfait Partage*
- 3 mois d'appels locaux illimités**
- Obtenez en plus une réduction de 50 % sur les frais de service mensuels pour les 3 premiers mois sur toutes les lignes secondaires†
- Prime de 100 minutes à partager sur les forfaits à partir de 25 \$

CHOISISSEZ N'IMPORTE QUEL TÉLÉPHONE OU TERMINAL ET OBTENEZ JUSQU'À 9 SANS-FIL SÉLECTIONNÉS POUR 0\$††



Consultez www.rogers.com/partage.petitesentreprises ou composez le 1 866 234-9086 pour plus de détails.



ROGERS^{MC}
Votre monde. Maintenant.



MONTRÉAL	HULL
1104, rue Ste-Catherine O. (514) 877-0090	Les Galeries de Hull (819) 775-3687
4455, rue Saint-Denis (514) 845-8353	ÎLE PERROT 15, boul. Don-Quichotte (514) 425-5505
3573, boul. St-Laurent (514) 288-0600	JOLIETTE 517, rue St-Charles-Borromée N. (450) 755-5000
2360, rue Notre-Dame O. (514) 933-0338	Galerias Joliette (450) 760-3000
Centre Eaton (514) 849-5646	LAVAL
Place Ville-Marie (514) 394-0000	2142, boul. des Laurentides (450) 629-6060
8984, boul. de l'Acadie (514) 387-9999	Centre Laval (450) 978-1081
1201, avenue Greene (514) 933-8000	1888, boul. St-Martin O. (450) 682-2640
5150, rue Jean-Talon O. (514) 341-2221	241C, boul. Samson (450) 969-1771
5954, boul. Métropolitain E. (514) 257-8826	Carrefour Laval (boutique) (450) 687-5386
6224A, rue St-Jacques O. (514) 369-4000	Carrefour Laval (kiosque) (450) 686-7566
Place Alexis-Nihon (514) 931-3877	1273, boul. Curé-Labelle (450) 680-1234
Place Bourassa (514) 324-3180	LONGUEUIL
Place Versailles (514) 355-0003	1490, chemin de Chambly (450) 442-1566
Les Galeries d'Anjou (514) 356-0356	MAGOG
Centre Rockland (514) 735-4086	221, rue Principale O. (819) 843-4455
997, rue St-Antoine O. (514) 866-3326	POINTE-AUX-TREMBLES Carrefour de la Pointe (514) 642-6334
3339L, boul. des Sources (514) 683-3333	REPENTIGNY
2758, boul. St-Charles (514) 428-9000	110, boul. Industriel (450) 657-3666
8457, boul. Newman (514) 368-4000	Les Galeries Rive-Nord (450) 581-7756
Carrefour Angrignon (514) 368-4230	ROSEMÈRE
Place Vertu (514) 745-0745	Place Rosemère (450) 971-2000
2100, boul. Marcel-Laurin (514) 856-1884	135, boul. Labelle (450) 419-7630
Centre Montpellier (514) 747-1777	SAINT-BRUNO
Fairview Pointe-Claire (514) 695-1554	Promenades St-Bruno (450) 653-7472
Complexe Desjardins (514) 842-0288	SAINT-CONSTANT
Mail Montenach (450) 467-4286	Méga-Centre St-Constant (450) 635-9022
BOUCHERVILLE	SAINT-EUSTACHE
Promenades Montarville (450) 449-4998	360E, boul. Arthur-Sauvé (450) 974-9299
BROSSARD	SAINT-HYACINTHE
Mail Champlain (450) 671-3300	Les Galeries St-Hyacinthe (450) 261-9991
Place Portobello (450) 671-4744	SAINT-JEAN-SUR-RICHIEUX
CANDIAC	Carrefour Richelieu (450) 359-4941
878-4, boul. Marie-Victorin (450) 444-2100	SAINT-JÉRÔME
CHÂTEAUGUAY	Carrefour du Nord (450) 436-5895
129, boul. St-Jean-Baptiste (450) 692-2201	60, rue Bélanger (450) 431-2355
Centre Régional Châteauguay (450) 692-5136	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
DRUMMONDVILLE	Centre Valleyfield (450) 373-0519
965, boul. St-Joseph (819) 478-9977	SHERBROOKE
Promenades de l'Outaouais (819) 475-5024	2980, rue King O. (819) 566-5555
GATINEAU	Carrefour de l'Estrie (819) 822-4650
442, boul. St-Joseph (secteur Hull) (819) 776-4377	SOREL
360, boul. Maloney O., bur. 1 (819) 663-8580	Promenades de Sorel (450) 746-2079
Promenades de l'Outaouais (819) 561-3031	TERREBONNE
583, boul. Babin (450) 777-6612	1270, boul. Moody, bur. 10 (450) 964-1964
Galerias Granby (450) 375-4355	Les Galeries de Terrebonne (450) 964-8403
GREENFIELD PARK	TROIS-RIVIÈRES
3320, boul. Taschereau (450) 671-2303	5335, boul. des Forges (819) 372-5000



Les forfaits Partage pour petites entreprises requièrent un minimum de deux lignes, et de nouvelles lignes peuvent être ajoutées en tout temps, jusqu'à un maximum de dix lignes. *Inclut les appels locaux illimités entre les employés inscrits au forfait Partage pour petites entreprises sur le même compte. **L'offre comprend trois mois d'appels locaux illimités, de messagerie texte illimitée, à l'exception des messages surfacturés (messages en déplacement, messages internationaux, alertes MSN[™] et messages relatifs aux concours et aux promotions) et de messageries photo et vidéo illimitées avec un appareil compatible. †La prime inclut une réduction de 50 % des frais mensuels des lignes secondaires uniquement dans le cadre d'un abonnement de trois ans. ††L'offre de sans-fil s'applique uniquement aux nouveaux abonnements de trois ans. Un sans-fil par nouvelle ligne ajoutée au compte. L'offre peut être modifiée sans préavis. †††Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. ©2006. Tous les autres logos, marques ou noms de produits utilisés peuvent être des marques de commerce ou des marques déposées appartenant à leur titulaire respectif et utilisés sous permission.

FAITS ET GESTES

BATMAN ET BEN LADEN

Les bandes dessinées sont devenues plus violentes depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001.



Les héros des « comics » sont aujourd'hui « plutôt confus dans un monde ambigu où il est plus difficile de trancher entre le bien et le mal », a-t-on appris au New York ComicCon, congrès mondial de la bande dessinée tenu récemment. Il y

a maintenant plus de morts qu'avant le 11 septembre 2001 dans les histoires illustrées. Il semble aussi que Batman s'apprête à rencontrer ben Laden dans une prochaine BD!
— François Berger

Source : *El Pais*

Les sorties des détenus seront mieux encadrées

DÉTENUS

suite de la page A1

Le Parti québécois a déposé cette réforme en 2002, mais il n'a jamais débloqué les fonds nécessaires à sa mise en oeuvre. Et jusqu'à maintenant, le Parti libéral n'a pas non plus dégagé les sommes requises.

Mais avec le dernier budget Audet, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, investira sous peu environ 10 millions de dollars pour mettre en oeuvre la Loi sur le système correctionnel du Québec, selon ce qu'a appris *La Presse*.

Le ministère de la Sécurité publique s'apprête à obtenir les dernières autorisations afin d'aller de l'avant. Le cabinet du ministre n'a pas voulu commenter les informations obtenues.

Avec l'entrée en vigueur de cette réforme, toute demande de libération d'un détenu purgeant une peine de plus de six mois sera désormais entendue par la Commission québécoise des libérations conditionnelles. C'est donc elle, et non plus les directeurs d'établissement de détention, qui sera responsable d'accorder une « per-

mission de sortir » au sixième de la peine.

Ces permissions de sortir, appelées actuellement « absences temporaires », sont accordées pour faciliter la réinsertion sociale d'une personne incarcérée avant qu'elle ne soit admissible à une libération conditionnelle, au tiers de sa peine. Elles peuvent aussi servir à des fins dites humanitaires (à la mort d'un membre de la famille d'une personne incarcérée). La Loi sur le système correctionnel définit avec précision les motifs justifiant l'octroi d'une permission de sortir, d'une durée de 60 jours mais renouvelable. Par exemple, un détenu pourra obtenir cette permission afin d'exercer un emploi ou entreprendre des études.

La loi actuelle reste floue sur les motifs justifiant l'octroi d'une absence temporaire. Les directeurs des établissements de détention ont le pouvoir d'accorder les permissions et ils jouissent de beaucoup de latitude. Cette lacune est souvent décriée.

Dans son rapport remis au gouvernement en 2001, l'ancien recteur de l'UQAM Claude Corbo avait déploré que les directeurs

d'établissement, aux prises avec des compressions budgétaires, utilisent ces permissions d'absence temporaire comme une façon de réguler la surpopulation carcérale.

En vertu de la réforme, les directeurs d'établissement conserveront toutefois leur prérogative dans le cas des détenus qui purgent une peine de moins de six mois. Mais un comité d'étude des demandes de sortie, regroupant notamment des agents des services correctionnels et de probation, sera institué.

Lorsqu'il a tué Alexandre Livernoche à l'été 2000, Mario Bastien bénéficiait d'une absence temporaire du centre de détention de Trois-Rivières. Pourtant, il avait été incarcéré à maintes reprises et était reconnu par les autorités fédérales comme un pédophile ayant des fantasmes meurtriers. Mais les responsables du centre de détention n'avaient pas consulté tout son dossier. Ils ont pris une décision alors que la Commission québécoise des libérations conditionnelles demandait plus d'informations avant de statuer.

Une vaste enquête avait suivi le

meurtre du garçon de 13 ans, après quoi une réforme a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale au printemps 2002.

Lors d'une période des questions en Chambre, le 13 avril dernier, le ministre Jacques Dupuis a laissé entendre qu'il allait mettre en oeuvre la réforme, qui est sur les tablettes depuis quatre ans.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les services correctionnels devront également constituer un dossier unique et informatisé sur chaque détenu. Ce dossier devra comprendre les antécédents judiciaires et les rapports psychologiques et préalables à la sentence, par exemple.

La réforme prévoit aussi une meilleure concertation entre les services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles afin que celle-ci soit en mesure de prendre des décisions éclairées.

Le cabinet du ministre Jacques Dupuis s'est contenté de dire à *La Presse* que le gouvernement Charest avait mis en application quelques-unes des mesures prévues à la réforme.

Par exemple, les victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale sont informées de la date à laquelle leur agresseur bénéficie d'une permission de sortir ou d'une libération conditionnelle. Cette divulgation d'information pourrait être étendue aux victimes d'autres types de crime. Les services correctionnels fédéraux et provinciaux font également un meilleur échange d'informations.

DES CHIFFRES

En 2004-2005, environ 400 détenus étaient en absence temporaire en moyenne chaque jour sur 3889 personnes incarcérées au Québec. La proportion des personnes bénéficiant d'une absence temporaire est passée de 40 % en 1999-2000 à 12 % cinq ans plus tard.

Le taux d'octroi des libérations conditionnelles au tiers de la peine par rapport au nombre de personnes admissibles est passé de 65,7 % en 1999-2000 à 47,2 % en 2004-2005. Il faut cependant noter que de plus en plus de détenus renoncent à en faire la demande et préfèrent attendre une libération d'office aux deux tiers de leur peine. Cette procédure leur permet d'échapper à une plus longue surveillance dans la communauté et à des conditions strictes.

Le taux de réussite des absences temporaires sans récidive était de 99,3 %, et de 94,2 % pour les libérations conditionnelles en 2004-2005.

Le taux d'occupation dans les 18 prisons québécoises s'élève à 103 %. En 2004-2005, il y avait 3889 détenus alors que la capacité opérationnelle est de 3787.

Source : Statistiques du ministère de la Sécurité publique

La mode est aux orthèses.



Vous sacrifiez vos goûts pour votre confort ? Pouliot, le spécialiste des pieds depuis plus de 30 ans, peut vous aider. Dernières tendances, importations exclusives... ses maîtres-chausseurs vous offrent la plus belle et la plus vaste sélection de chaussures pour orthèses sur le marché. Faites-vous du bien, venez chez Pouliot aujourd'hui.

Québec • Rimouski • Gatineau
Montréal : 4596, boulevard St-Laurent • 514 848.0100 • 1 877 967.0100

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

3387373



LA SÉCURITÉ N'A JAMAIS EU UN AIR AUSSI SEXY!

PRENEZ UNE VOLVO DES PLUS SÉCURITAIRE, AJOUTEZ-Y UN ALERON, DES ROUES ET UN HABITACLE SPORT ET VOUS OBTENEZ UNE VOLVO BIEN DIFFÉRENTE. SEULEMENT 200 PERSONNES AURONT LA CHANCE DE PRENDRE LE VOLANT D'UNE DE CES S60 SE. VENEZ NOUS RENDRE VISITE POUR UN ESSAI ROUTIER SANS TARDER.

S60 ÉDITION SPORT 2006

449 \$*
PAR MOIS EN
CRÉDIT-BAIL

1 %
TAUX DE CRÉDIT-BAIL
24 MOIS

6 050 \$
EN OPTIONS
SANS FRAIS

UPTOWN VOLVO 4900 rue Paré, Montréal (514) 737-6666
www.uptownvolvo.com



Volvo, pour la vie

*Offre d'une durée limitée consentie aux clients admissibles seulement sur approbation du crédit par les concessionnaires Volvo participants et les Services financiers de la Compagnie des automobiles Volvo du Canada. Le véhicule peut différer de celui illustré. Cette offre s'applique à une Volvo S60 2.5T A SR SE (le prix inclut les frais de transport et de préparation de 1 295 \$) 448,50 \$ par mois; terme de 24 mois. Un acompte de 3 420 \$ (les prix peuvent changer selon les promotions de La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada et des concessionnaires), la première mensualité (incluant les taxes), l'inscription au RDPRM de 48,00 \$ et le dépôt de garantie de 0 \$ sont dus à la signature du bail. Allocation de 40 000 km (0,16 \$ par km excédentaire). Taux d'intérêt annuel de 1 %. Total des mensualités : 10 764 \$. Les mensualités et le dépit de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Valeur de rachat à la fin du bail : 32 501,70 \$. Le concessionnaire peut louer à un prix inférieur. L'offre prend fin le 30 avril 2006. Certaines conditions s'appliquent. Communiquez avec votre concessionnaire Volvo pour plus de détails. ©2006 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. « Volvo pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez à toujours bouclier votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com.

10 vols, un seul bas prix. Le laissez-passer WestJet.

10 vols aller simple

MONTRÉAL • TORONTO • OTTAWA

1 200 \$

taxes et service inclus

Le laissez-passer WestJet vous offre la possibilité de voler sur n'importe lequel de nos 22 vols offerts chaque jour ouvrable, sans restriction ni période d'interdiction. Comme nous ne faisons jamais de surréservation, si vous trouvez un siège sur un vol, c'est qu'il est réellement disponible pour vous. Vous pouvez aussi partager vos vols avec d'autres personnes, mais à ce prix-là, vous voudrez sans doute les garder pour vous. Faites vite, le laissez-passer WestJet vous est offert jusqu'au 28 avril seulement*.

FAITES VITE!
DERNIÈRE
CHANCE

Réservez maintenant pour les vols effectués avant le 31 août 2006.
Composez le 1 866 871 9998, visitez westjet.com ou appelez votre agent de voyages.



WESTJET 10 YEARS ANS

L'ÉVÉNEMENT PASSEZ À LA VITESSE



mazda



vroom-VROUM

Amplement d'espace
pour 6 personnes.

Mazda**5** GT illustré

SIRIUS
RADIO SATELLITE

À l'achat ou à la location d'un véhicule Mazda 2006 neuf, recevez gratuitement un système *branchez et écoutez* de radio satellite SIRIUS ainsi qu'un abonnement d'un an.*

MAZDA5** GS 2006**

À PARTIR DE

19 995 \$[†] - OU -

- ET -

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 24 MOIS ^{††}

LOUEZ À PARTIR DE

254 \$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 495 \$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA
PRIX AJAC VOITURE DE L'ANNÉE 2006
MEILLEUR VÉHICULE FAMILIAL POLYVALENT

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE

Pour une 3^e année consécutive
Le Guide de l'auto 2006



Mazda**3** GX illustrée

GAGNANTE
de plus de 100 prix internationaux.



Mazda**6** GS 4 cyl. illustrée

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE

Le Guide de l'auto 2006



Mazda RX-8 GT illustrée

MAZDA3** GX 2006**

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 24 MOIS ^{††}

- OU -

LOUEZ À PARTIR DE

198 \$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 595 \$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MAZDA6** BERLINE GS 2006**

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS ^{††}

- OU -

LOUEZ À PARTIR DE

297 \$

PAR MOIS, POUR 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

**0\$ COMPTANT INITIAL
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

MAZDA RX-8 GS 2006

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 24 MOIS ^{††}

- OU -

LOUEZ À PARTIR DE

439 \$

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995 \$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



mazda

Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour trouver un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au **1 800 263-4680**.

PRÊT À ROULER

INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda5 GS (E6SD56AA00) 2006 neufs. Frais de transport et préparation (1 310 \$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. ^{††} 0 % de financement à l'achat jusqu'à 24 mois sur les Mazda5, Mazda3 et les Mazda RX-8 2006 neufs et 0 % de financement à l'achat jusqu'à 36 mois sur les Mazda6 2006 neuves. Financement à l'achat consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. * Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda5 GS (E6SD56AA00), des Mazda3 GX (D4XS56AA00), des Mazda6 berline GS 4 cyl. (G4SD56AA00) et des Mazda RX-8 GS (T4SF66AA00) 2006 neufs de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun comptant initial pour la Mazda6 berline GS 4 cyl. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. * L'ensemble SIRIUS offert inclus le matériel récepteur radio satellite et l'abonnement d'un an. En remplacement à l'offre de l'ensemble SIRIUS, le client peut choisir un montant forfaitaire de 200 \$ applicable aux particuliers lors de l'achat ou de la location d'un véhicule Mazda 2006 neuf. Cette offre prend fin le 31 mai 2006. © 2006 SIRIUS Canada inc. « SIRIUS », le logo du chien SIRIUS, les noms et logos des postes sont des marques de commerce de SIRIUS Satellite Radio inc. et sont utilisées avec permission. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 8 avril 2006.

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLOMÉS



SUITE DE LA UNE

Un cadeau de 40 000 \$ à Jean Pelletier pour contester la commission Gomery

CADEAU
suite de la page A1

Rappelons que l'ancien premier ministre Jean Chrétien, dans la même situation, avait annoncé qu'il paierait ses frais juridiques lui-même.

Dans une lettre datée du 23 janvier 2006 et obtenue par *La Presse*, l'ancien président du Conseil du Trésor, Reg Alcock, a répondu favorablement à une requête de l'avocat de M. Pelletier, M^e Guy Pratte, afin que le gouvernement fédéral accorde « des services juridiques » à son client.

« Je suis heureux de vous informer que j'ai pris la décision d'accorder des services juridiques à votre client à l'appui de sa demande », écrit M. Alcock à M^e Pratte.

Le président du Conseil du Trésor précise cependant que « le montant total lié aux services juridiques approuvés à la suite de cette demande se limite

à 40 000 \$ ». Le gouvernement libéral consentait alors pour Jean Pelletier à l'embauche d'un avocat-conseil au taux horaire de 250 \$ jusqu'à concurrence de 10 heures par jour ainsi qu'à l'embauche d'un avocat en se-

M^e Guy Pratte fait valoir que la limite imposée de 40 000 \$ à son client « est arbitraire et sera nettement insuffisante pour que M. Pelletier puisse faire valoir pleinement ses droits. »

cond à 125 \$ l'heure également liée à la limite de 10 heures par jour.

En tout et partout, l'ancien bras droit de Jean Chrétien a donc droit à 3750 \$ par jour pour contester le blâme sérieux que lui a adressé le commissaire John Gomery dans son premier rapport sur le scandale.

En décembre 2005, M. Pelletier demande à la Cour fédérale

d'annuler toutes les accusations d'inconduite portées contre lui par le juge Gomery. M. Pelletier estime que le commissaire ne s'est pas montré impartial dans son rapport, qu'il a fait preuve d'incompétence et qu'il a outre-

passé son mandat.

Principal interlocuteur de Guité

John Gomery avait tenu dans ce premier rapport MM. Chrétien et Pelletier responsables des lacunes du programme de commandites et il avait identifié Jean Pelletier comme étant le principal interlocuteur de Charles Guité, le fonctionnaire qui était à la tête du programme et

qui fait face aujourd'hui à des accusations criminelles.

Dans une réponse à Reg Alcock, datée du 6 février 2006, jour de la prise de pouvoir du gouvernement Harper, M^e Guy Pratte fait valoir que la limite imposée de 40 000 \$ à son client « est arbitraire et sera nettement insuffisante pour que M. Pelletier puisse faire valoir pleinement ses droits ». L'avocat demande donc au gouvernement qu'il finance la totalité des frais juridiques de M. Pelletier.

Le gouvernement conservateur a refusé hier de commenter ce nouveau rebondissement. Il devra cependant décider dans un proche avenir s'il donne suite à la requête de Jean Pelletier d'une assistance juridique sans limite financière.

Poursuite contre le gouvernement

Rappelons que M. Pelletier a également intenté des procédures de-

vant les tribunaux fédéraux contre le gouvernement fédéral, à l'époque où Paul Martin était premier ministre, pour avoir été congédié à deux reprises de son poste de dirigeant du conseil d'administration de VIA Rail.

Le gouvernement avait une première fois remercié l'ancien chef de cabinet de M. Chrétien dans le cadre du scandale des commandites, après qu'il eut traité la championne olympique Myriam Bédard de « pauvre fille qui fait pitié (et) qui n'a pas de conjoint ». M^{me} Bédard avait affirmé sur la place publique que VIA Rail s'adonnait à des pratiques administratives douteuses. La Cour fédérale avait jugé ce congédiement illégal. Le ministre des Transports de l'époque, Jean Lapierre, avait alors congédié M. Pelletier à nouveau.

Enfin, lors de l'enquête de la commission Gomery sur le scandale des commandites, les frais d'avocat de M. Pelletier ont coûté à l'État 564 646 \$.

Toujours en tête

FORD FOCUS ZX5 SES 2006

TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE

229 \$/mois

Location 48 mois[†]

Frais de transport et de préparation inclus

MENSUALITÉ	MISE DE FONDS	DÉPÔT DE SÉCURITÉ
229 \$	1 790 \$	0 \$
249 \$	895 \$	0 \$
269 \$	0 \$	0 \$

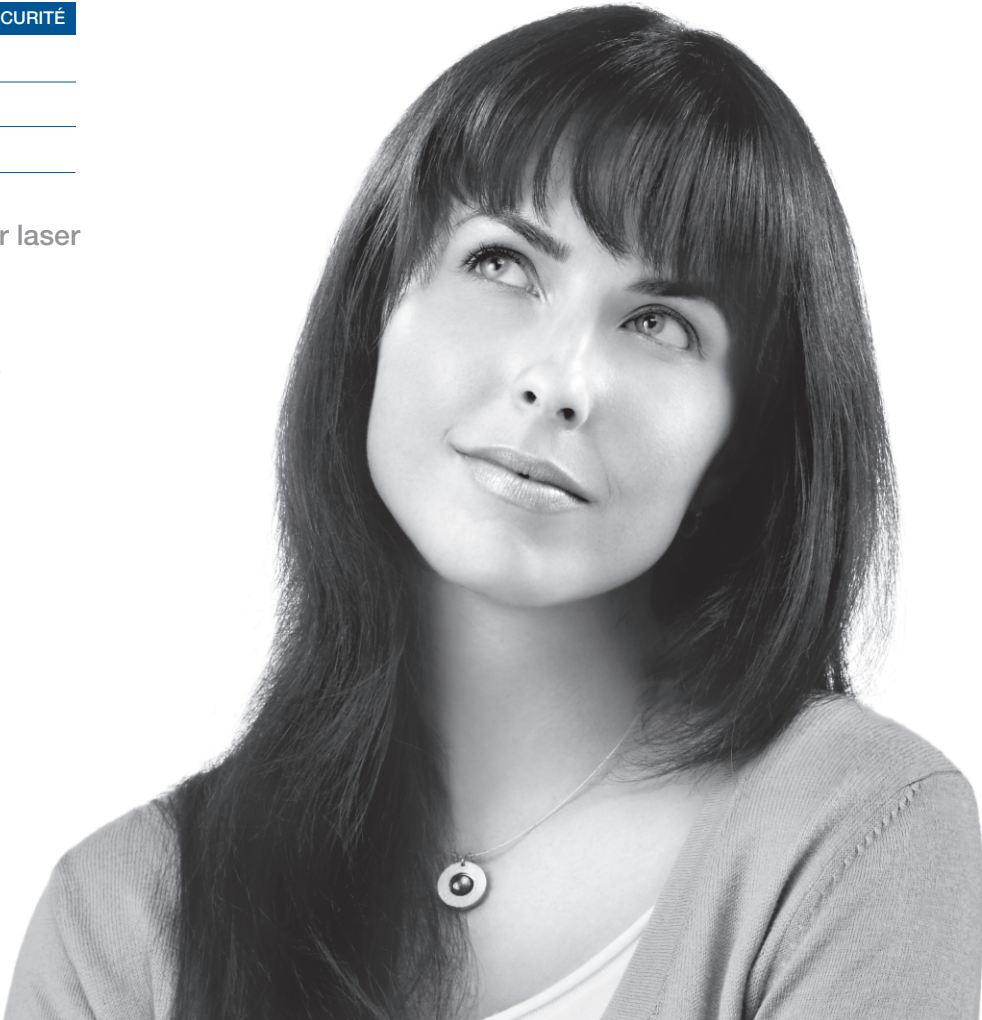
- Moteur Duratec de 2 L et 136 ch
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur laser
- Climatisation
- Jantes de 16 po en alliage
- Programmateur de vitesse
- Glaces et verrouillage des portes à commande électrique



GARDEZ LE  FOCUS

Incluant l'ensemble édition hiver plus :

- Antipatinage à toutes les vitesses
- Rétroviseurs chauffants
- Sièges avant chauffants
- Freins antiblocage aux 4 roues



Jetez un coup d'œil à nos autres offres.

FORD MUSTANG 2006

22 999 \$*



FORD FUSION SE 2006

299 \$/mois

Location 48 mois[†]

Dépôt de sécurité de 0 \$

Frais de transport et de préparation inclus



SEULEMENT 995 \$
DE MISE DE FONDS

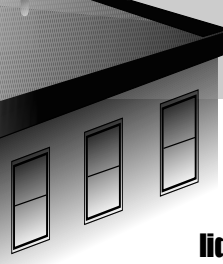


Bien pensé

www.ford.ca



Photos à titre indicatif seulement. [†]Première mensualité et mise de fonds exigées à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. *Frais de transport de 1 200 \$. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés à laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut vendre ou louer moins cher. Consultez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails.



UN TOIT PLAT !
Maintenant, c'est TOPSEAL.

TOPSEAL
est un système de
membrane élastomère
liquide qui s'applique à froid.

Vous pouvez le faire vous-même.

TOPSEAL est économique et écologique.

RECOMMANDÉ



GARANTIE
15 ANS

LES ENDUITS NORD-SUD, INC.
Tél. : (514) 843-3939 1 800 769-5172
WWW.TOPSEAL.CA



SUPER FORFAIT PRINTANIER

*90,00 \$**

Du 19 avril au 2 mai 2006

Inclus dans le forfait :

- Chambre spacieuse
- Stationnement
- Admission au Musée canadien des civilisations et au Musée des enfants pour deux personnes.
- Cadeau souvenir

* Tarif par nuitée, occupation simple ou double, taxes en sus.

- Les enfants de moins de six ans mangent gratuitement.
- Selon les disponibilités, ne s'applique pas aux groupes.
- Piscine intérieure et centre de conditionnement.
- En avril, les Musées sont fermés le lundi.

Hôtel Four Points par Sheraton Gatineau-Ottawa
35, rue Laurier, Gatineau (Hull), Québec, Canada J8X 4E9
Réservations : 1-800-567-9607, poste 2094
reservations@fourpointsgatineau.com
www.fourpoints.com/gatineau

SUITE DE LA UNE

Québec met fin au moratoire sur les petites centrales

CENTRALES
suite de la page A1

Pour fin de comparaison, la deuxième phase de la Baie-James, construite entre 1986 et 1990, représentait 5000 mégawatts. Tout le complexe Manic-Outardes produit aussi 5000 mégawatts environ.

Selon les informations obtenues de plusieurs sources par *La Presse*, le document de stratégie d'un peu moins de 150 pages a été rédigé essentiellement au Conseil exécutif, le ministère du premier ministre, plutôt qu'au ministère des Ressources naturelles.

Depuis novembre 2005, pas moins d'une vingtaine de versions de cette politique ont circulé. Le retour des petites centrales privées, une idée que n'aime pas beaucoup Hydro-Québec, a disparu puis a réapparu à quelques reprises. Mais, comme il y a 20 ans, quand le gouvernement Bourassa avait mis ce programme en place, les intérêts des promoteurs et les retombées économiques en région ont pesé plus lourd dans la balance. Au surplus, cette fois, même des municipalités souhaitent parrainer des projets de petits barrages.

Conscient du potentiel explosif de cette politique, le gouvernement prévient que les projets de petites centrales qui seront approuvés devront au préalable avoir l'aval des populations locales.

Tout en mettant fin au moratoire, Québec prévoit en effet « une nouvelle approche et un nouveau rôle aux régions ». Ainsi les conférences régionales des élus, les CRE, devront approuver les projets. Ce sont ces instances, plutôt que le gouvernement, qui auront à arbitrer entre les intérêts économiques des promoteurs et entrepreneurs, et le souhait des riverains de préserver le potentiel récréotouristique des rivières visées.

Une fois les projets approuvés par leur région, on croit, à Québec, qu'ils ne souleveront pas autant d'antagonisme que ceux qui, dans les années 80 et 90, ont provoqué, chaque fois, la mobilisation des environnementalistes.

Fin 2002, le gouvernement Landry, excédé, avait fermé abruptement ce dossier contentieux et décrété un moratoire sur les nouveaux projets. Il s'était exposé du même coup aux poursuites de promoteurs, Axor notamment, qui avaient investi dans des projets avortés.

Dans sa stratégie énergétique, Québec proposera que 500 mégawatts soient produits au total par ces nouvelles petites centrales privées. Une quinzaine d'emplacements pourraient être rapidement exploités, sur la Côte-Nord et au Saguenay notamment. Le gouvernement fera valoir qu'il s'agit d'une proportion infime des 4500 rivières de la province. Québec compte aussi ajouter 500 mégawatts pour

Conscient du potentiel explosif de cette politique, le gouvernement prévient que les projets de petites centrales qui seront approuvés devront au préalable avoir l'aval des populations locales.

l'énergie éolienne, « réservée aux régions et aux autochtones ». En fait, les grilles d'évaluation des candidatures avantageront ces groupes. Ils s'ajoutent aux deux blocs de 1000, puis de 2000 mégawatts déjà autorisés. On vise 4000 mégawatts « intégrables » à la production d'Hydro et tirés du vent, d'ici la fin de la décennie.

Autre cauchemar pour Hydro-Québec : la stratégie donnera une place notable aux « énergies émergentes », au solaire notamment. Et surtout, on compte appuyer « l'autoproduction », ce qui forcerait la société d'État à négocier l'achat de l'énergie produite par des particuliers.

Du « plan Nord » au « portefeuille »
Intitulé *L'Énergie pour construire le Québec de demain*, le document, soumis

à plusieurs groupes de lecture depuis quelques jours, prévoit aussi des mécanismes pour « accélérer » la mise en chantier des grands projets dans le Nord québécois, sans pour autant « alléger » l'application des règles environnementales.

Le but est de constituer un « portefeuille de projets » totalisant 4500 mégawatts, pour lesquels toutes les autorisations environnementales seront obtenues pour 2010. La stratégie comporte un avantage : en menant les travaux préparatoires pour plusieurs projets simultanément, Hydro pourra substituer un projet à un autre qui serait compromis. L'abandon du projet Grande-Baleine en 1994 illustre la perte de temps et d'énergie qui peut survenir quand on fait cheminer un seul projet à la fois.

Mais pour y arriver, Hydro devra rapidement identifier les rivières pour ces études préliminaires, passage obligé pour les autorisations environnementales. Notons qu'il est acquis que Grande-Baleine ne sera pas touchée.

Il s'agira uniquement de nouveaux projets. Ceux pour lesquels une demande d'autorisation est déjà faite — Rupert qui compte pour 800 mégawatts, par exemple — ne font pas partie de ce portefeuille.

Dans les coulisses, on explique qu'il y a un an, le premier ministre Charest avait demandé qu'on prépare un « plan Nord » dressant la liste de tous les projets qui pourraient être devancés. Ces travaux ont été recyclés en portefeuille des grands projets.

On parlera aussi, à satiété, d'« efficacité énergétique », un mantra du gouvernement Charest, tout en restant toutefois bien timide sur les mesures concrètes.

Quant à la filière gazière, dossier sensible dans la région de Québec, on soutiendra que des terminaux méthaniens « pourraient présenter un grand intérêt », mais que leur construction devra être approuvée par les populations locales.



VOLVO XC70 ET XC90 2006

À L'AISE DANS LES GRANDS ESPACES (OU AU CENTRE-VILLE).

AVEC DES CARACTÉRISTIQUES COMME LA TRACTION INTÉGRALE CONTRÔLÉE ÉLECTRONIQUEMENT AVEC INSTANT TRACTION^{nc}, LA XC70 ET LE XC90 2006, À LA FOIS ROBUSTES ET RAFFINÉS, SONT À L'AISE AUSSI BIEN EN VILLE QU'À LA CAMPAGNE, OU ENTRE LES DEUX. VOUS HÉSITEREZ SANS DOUTE AVANT DE DÉCIDER QUELLE MONTURE EST LA PLUS ADAPTÉE À VOS BESOINS, MAIS NOUS POUVONS VOUS AIDER. RENDEZ VISITE À UN CONCESSIONNAIRE VOLVO DÈS AUJOURD'HUI.

VOLVOCANADA.COM



XC90



XC70

VOLVO XC70 2006

599 \$*
MENSUALITÉ
CRÉDIT-BAIL

2,2 %
TAUX DE CRÉDIT-BAIL
36 MOIS

1 250 \$
D'ACCESSOIRES
SANS FRAIS

VOLVO XC90 2006

649 \$*
MENSUALITÉ
CRÉDIT-BAIL

2,5 %
TAUX DE CRÉDIT-BAIL
36 MOIS

1 250 \$
D'ACCESSOIRES
SANS FRAIS



Volvo, pour la vie

VOLVO POINTE-CLAIRE

15, Auto Plaza, Pointe-Claire
(514) 630-3666
www.volvo-pointeclair.com

VOLVO LAVAL

2350, boul. Chomedey
Laval (450) 682-3336
www.volvodelaval.com

AUTOMOBILES CHICOINE INC.

855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe
(450) 771-2305
www.volvochicoine.com

VOLVO DE BROSSARD

9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688
www.volvobrossard.net

UPTOWN VOLVO

4900, rue Paré, Montréal
(514) 737-6666
www.uptown-volvo.com

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE

4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (514) 725-9394
www.johnscottivolvo.com

FRANKE VOLVO

180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775
www.frankevolvo.com

* Offre d'une durée limitée consentie aux clients admissibles seulement sur approbation du crédit par les concessionnaires Volvo et les Services financiers de la Compagnie des automobiles Volvo du Canada. Les véhicules peuvent différer de ceux illustrés. Cette offre s'applique à une XC70 A SR/un XC90 2.5T A SR 2006 (le prix comprend le transport et la préparation de 1 295 \$); 598,69 \$/648,99 \$ par mois; terme de 36/36 mois. Un acompte de 3 550 \$/4 200 \$ (les prix peuvent changer selon les promotions de La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada et des concessionnaires), la première mensualité (incluant les taxes), l'inscription au RDPRM de 44,20 \$ et le dépôt de garantie de 750 \$/700 \$ sont dus à la signature du bail. Allocation de 60 000 km (0,16 \$ par km excédentaire) Taux d'intérêt annuel de 2,2 %/2,5 %. Total des mensualités : 21 522,84 \$/23 363,64 \$. Les mensualités et le dépôt de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Valeur de rachat à la fin du bail : 28 587,60 \$/32 637,60 \$ plus taxes. Le concessionnaire peut louer à un prix inférieur. Cette offre prend fin le 30 avril 2006. Certaines conditions s'appliquent. Communiquez avec votre concessionnaire Volvo pour plus de détails. ©2006 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. « Volvo pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com

ACTUALITÉS

EN BREF

Roger D. Landry accusé de conduite avec les facultés affaiblies

L'ex-éditeur de *La Presse*, Roger D. Landry, qui occupe actuellement le poste d'attaché politique du maire de Trois-Rivières, a été accusé hier de conduite avec les facultés affaiblies. M. Landry, âgé de 72 ans, a été arrêté en février dernier alors qu'il circulait sur l'autoroute 40. Il a plaidé non coupable aux accusations déposées contre lui hier, au palais de justice de Trois-Rivières. Il sera de retour en cour le 7 juin pour la suite du processus. M. Landry a laissé savoir qu'il quittera son poste à la Ville de Trois-Rivières s'il est reconnu coupable.

Presse Canadienne

Tentative de meurtre dans Ahuntsic

Un homme d'environ 35 ans a été atteint de plusieurs projectiles d'armes à feu, hier soir dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à Montréal. Vers 20 h 40, l'homme regagnait sa voiture à l'intersection de la place Meilleur et de la rue Meilleur, dans un quartier résidentiel, lorsqu'il a été atteint par des projectiles. Plusieurs appels ont été faits au 911, les témoins ayant tous affirmé avoir entendu des coups de feu provenant de la rue. À leur arrivée, les agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont trouvé l'homme criblé de balles. Il a plusieurs blessures au haut du corps et ses organes vitaux pourraient être touchés. Il a été transporté d'urgence dans un centre hospitalier, où il demeurerait dans un état critique en fin de soirée. L'homme était accompagné d'une jeune femme dans la vingtaine qui était, en fin de soirée, toujours en état de choc et incapable de communiquer avec les policiers.

Malorie Beauchemin

Le mystère de l'adolescent disparu persiste

Pendant que des plongeurs de la SQ s'affairaient toujours à fouiller, hier, le fond de cinq étangs de la région de Saint-Amable, en Montérégie, à la recherche de Francis-Albert Cloutier, les parents et les amis de l'adolescent de 17 ans offraient une récompense de 10 000 \$ pour toute information permettant de retrouver le jeune homme disparu depuis plus d'une semaine. Malgré des recherches intensives et des battues en forêt effectuées ces jours derniers par des policiers de la SQ et de nombreux bénévoles, le mystère continue de planer sur la disparition de Francis-Albert Cloutier. L'adolescent manque à l'appel depuis 22 h 30 le samedi soir 15 avril et n'a jamais réintégré son domicile familial de Saint-Marc-sur-Richelieu. Plus inquiétant, la voiture du jeune homme a été retrouvée vers 11 h le lendemain matin, les portières verrouillées et enlisée dans un sentier de VTT situé entre les municipalités de Saint-Amable et Saint-Marc-sur-Richelieu.

Marcel Laroché

Une fillette de 12 ans accusée de trois meurtres

Un adulte et une jeune fille de 12 ans ont été accusés de trois meurtres prémédités à la suite du décès de trois membres d'une famille du sud-est de l'Alberta, a fait savoir la police, hier. L'homme et la préadolescente ont été arrêtés hier matin en Saskatchewan par la Gendarmerie royale du Canada, et étaient détenus dans l'attente de leur enquête sur cautionnement. Les accusations font suite aux meurtres d'un couple et de leur jeune fils, dont les corps ont été découverts dimanche dans leur maison d'un quartier tranquille de Medicine Hat. Selon des voisins, la famille venait de l'Ontario — d'Ottawa, selon la police — et avait emménagé à Medicine Hat il y a près de trois ans.

Presse Canadienne

L'accusé de Daveluyville de retour le 26 juin

Sébastien Couture, le seul survivant de la tragédie routière qui a fait trois morts, le 15 avril dernier, à Daveluyville, dans les Bois-Francs, reviendra en cour le 26 juin pour enregistrer son plaidoyer. Le jeune homme de 21 ans, accusé de conduite avec les facultés affaiblies ayant causé la mort de trois de ses amis, était de retour devant le tribunal hier matin. La Couronne a obtenu le report du plaidoyer et plus de temps afin de recueillir des informations additionnelles.

Presse Canadienne

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... **C'EST GRATUIT**

Canon

DIGITAL ELPH

visionnement plus facile

PowerShot SD630

6.0
MÉGAPICLS

3x
ZOOM
Optique

DIGIC
II

3.0" LCD

Écran de 3 po phénoménal !

C'est la révolution ELPH avec un nouvel écran de 3 po et une molette de commande à capteur tactile pour une expérience sans précédent de prise de vues, de visionnement et de partage. Vous devez le voir pour le croire !

499,99 \$*



prise de vues plus facile

PowerShot SD430

5.0
MÉGAPICLS

3x
ZOOM
Optique

DIGIC
II

WiFi
CERTIFIED

Imprimez et téléchargez désormais vos photos sans fil !

Parfait pour téléchargement et impression d'une pièce à une autre. Transférez des images jusqu'à 100 pieds vers votre ordinateur pour les imprimer.

549,99 \$*



INJUSTE

L'AVANTAGE DE DIGIC II



TEMPS DE DÉMARRAGE RAPIDE
COMME L'ÉCLAIR



INTERVALLE PLUS RAPIDE
ENTRE LES PRISES DE VUES



DURÉE PROLONGÉE
DE LA PILE



QUALITÉ D'IMAGE
REMARQUABLE



(Adaptateur d'impression sans fil USB compris)

Canon

image*ANYWARE*

Voyez la nouvelle gamme d'appareils photo numériques PowerShot de Canon à l'adresse

www.canon.ca/photographienumerique.

*Les prix réels sont fixés par chaque détaillant et peuvent varier. Tous les articles illustrés sont vendus séparément, à moins d'indication contraire. La disponibilité et les spécifications peuvent être modifiées sans préavis. Image du viseur simulée. Canon, PowerShot, DIGIC, ELPH et Stabilisateur optique d'image sont des marques déposées de Canon Inc. Canon image*ANYWARE* et Digital ELPH sont des marques de commerce de Canon Inc. © 2006 Canon Canada Inc.

ÉDITORIAL

L'expérience de Bob Rae



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

La candidature de Bob Rae rehausse sensiblement la course à la direction du Parti libéral du Canada. M. Rae est de loin, parmi les huit candidats (!) en lice jusqu'ici, celui qui apporte le plus impressionnant bagage d'expérience. Cette expérience sera son plus grand atout ; elle pourrait être son talon d'Achille.

Alors que les libéraux fédéraux ont soif de renouveau, le souffle nécessaire peut-il venir d'un homme qui a été élu pour la première fois à la Chambre des communes il y a presque 30 ans et qui a été premier ministre d'une province il y a plus de 10 ans ? Qui, à 57 ans, est de 10 ans l'ainé de Stephen Harper ? Ce sera le principal défi de M. Rae que de le démontrer. C'est l'envers du défi que devra relever son principal adversaire en ce début de course, Michael Ignatieff : peut-on sérieusement prétendre à la gouverne du pays alors qu'on n'a aucune expérience de la politique active ?

L'expérience de Bob Rae lui a appris les vertus du pragmatisme et de la modération.

M. Ignatieff porte le poids de ses écrits, notamment de ses prises de position en faveur de la guerre contre l'Irak. M. Rae porte celui de sa longue carrière politique au NPd, en particulier de son difficile mandat comme premier ministre de l'Ontario. Les libéraux devront en tenir compte, mais ils feraient erreur en accordant trop d'importance à cet épisode. M. Rae est devenu premier ministre alors qu'il ne s'y attendait pas et que son parti n'était pas prêt. Il a pris la direction de la province à une époque où le pays traversait une profonde récession. Bref, les circonstances ne lui étaient pas favorables.

Certains libéraux hésiteront à appuyer quelqu'un qui n'est pas de la famille. Mais la conversion de Bob Rae n'est pas soudaine comme le furent celles de Belin-

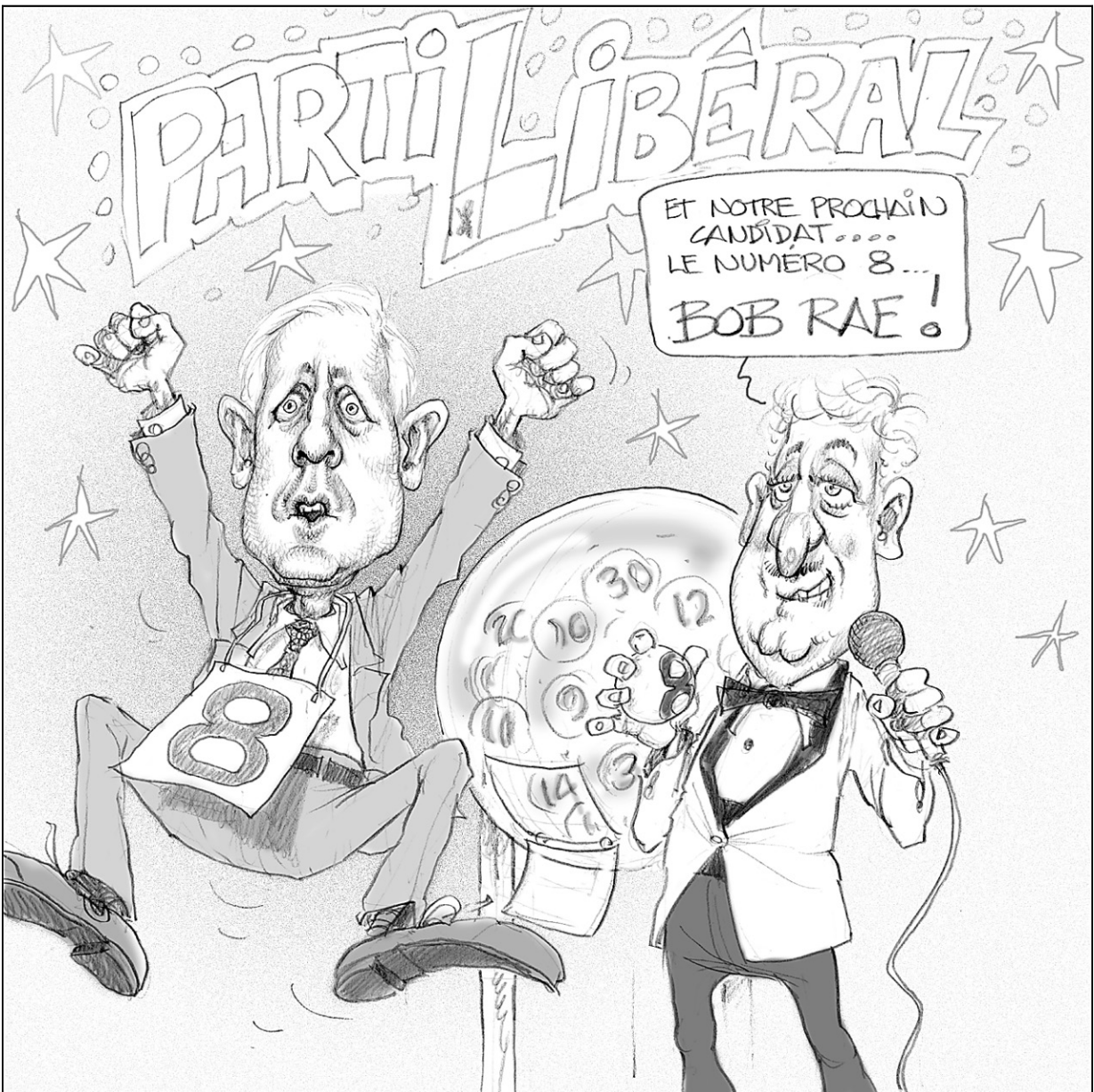
da Stronach et de Scott Brison. On savait depuis déjà plusieurs années que M. Rae privilégiait une approche moins dogmatique, notamment en matière économique, que celle préconisée par le NPd. Le nouveau candidat a bien résumé sa philosophie hier : « Il ne faut pas mépriser le marché comme l'extrême gauche l'aurait fait. (...) D'un autre côté, il ne faut pas non plus vénérer le marché, ou le voir comme la solution à tous nos problèmes. »

L'expérience de Bob Rae lui a appris les vertus du pragmatisme et de la modération. Ces attitudes imprégnaient son discours d'hier : favorable à la libéralisation du commerce mais d'accord pour protéger les industries menacées, pour un État actif mais contre les lourdes bureaucraties...

Au sujet du Québec, M. Rae a opposé un « fédéralisme sage » au « fédéralisme d'ouverture » du premier ministre conservateur : « Les libéraux doivent s'opposer à ceux qui recherchent la séparation d'une province OU l'affaiblissement fatal de la capacité de notre gouvernement national. Un fédéralisme sage pourra assurer et renforcer la capacité du gouvernement fédéral à gouverner. »

Bref, c'est la position libérale traditionnelle, favorable à un gouvernement fédéral fort. Du même souffle, l'ancien premier ministre ontarien s'est engagé à rebâtir le Parti libéral du Canada au Québec. Quadrature du cercle dans un Québec devenu allergique à tout ce qui est fédéral ? Pas si M. Rae reste fidèle à la conception qu'il exprimait en tant que président du Forum des fédérations : « Dans un régime fédéral, il n'y a pas de gouvernement « supérieur », de gouvernement « dominant » ou « subalterne », mais plutôt des gouvernements différents qui font des choses différentes à l'intérieur d'un cadre commun. »

Hier, Bob Rae a souligné l'importance pour un leader d'énoncer et de faire partager une « vision ». À cet égard, son allocution d'hier était plutôt décevante : trop de banalités (« La coupe est à moitié pleine, faisons-la déborder » !), trop de vœux pieux. Il est vrai que le marathon que sera la campagne à la direction du PLC ne fait que commencer. Néanmoins, on espérait davantage d'une homme... de cette expérience.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Des religieux victimes d'un sort injuste

JEAN-FRANÇOIS COUTURE
L'auteur réagit à l'éditorial d'André Pratte, « La haine de l'Église », du 23 avril.

Moi dont la majeure partie de la formation est un produit de l'éducation organisée, gérée et dispensée par les religieux québécois, (frères et prêtres) j'ai toujours trouvé injuste le sort qu'on fait à tous ces obscurs et ces sans grade de la soutane qui se sont dévoués sans compter pour nous assurer un avenir.

Les quatre premières années de mon cours classique se sont passées dans une école secondaire « régionale » qu'on appellerait aujourd'hui une polyvalente. Le dévouement de ces frères enseignants ne s'est jamais démenti. Il y avait là une large majorité de gens dont je me souviens encore avec plaisir. En fait, il n'y a personne dont j'aurais souhaité qu'il n'y fut pas. Les heures que j'ai passées en chambre noire avec le frère Roger qui m'a enseigné la

photo n'ont jamais donné lieu à quoi que ce soit d'équivoque. Ce fut le cas pour tout le monde que j'y ai fréquenté.

La suite s'est passée au séminaire. Somme toute, ce furent là huit années irremplaçables et je dois un merci à retardement à ces frères enseignants des Frères de l'Instruction chrétienne, les frères Laurent, Conrad, Roger, Réginald et Roland ainsi qu'à leurs collègues « civils ». Firent ensuite partie du lot, des prêtres comme Jules Bélanger, Noël Poirier, Ladislas Pordan, François Csatos, Aurélien Lapierre, John Leblanc, Michel LeMoignan, et nombre de leurs confrères religieux ou enseignants séculiers dont nous avons souvent abusé de la patience, sans nécessairement profiter au maximum de leurs compétences qu'ils mettaient si généreusement à notre disposition.

Je pense que la rage de certains vis-à-vis l'Église relève de plusieurs causes. Il y a eu la symbio-

se entre l'Église et le conquérant, symbiose qui a étouffé sous les anathèmes les efforts de libération du peuple. Rappelez-vous les célèbres mandements de Mgr Lartigue à l'endroit des Patriotes. Ajoutons à cela l'emprise sur la vie privée, notamment en matière de planification familiale, emprise que les féministes, et pas seulement elles, n'ont jamais manqué de stigmatiser avec raison.

Et si on tient compte de tous les autres abus qui se révèlent au fil des ans, on ouvre malheureusement la porte à des généralisations qui font oublier tous les éléments à porter à l'actif des religieux et qui sont substantiellement plus importants que les éléments de passif. C'est dommage et très injuste à l'endroit de ceux et celles qui ont consacré une vie à faire le bien et qui n'ont droit aujourd'hui qu'à des regards obliques. Qu'on règle le cas des déviants mais qu'on reconnaisse les mérites des autres.

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Vive les gestes concrets

Le vendredi 21 avril 2006, en descendant de l'autobus 141 au coin des rues Chaumont et Des Ormeaux, j'aperçois tous les enfants de l'école Cardinal-Léger avec des petits sacs en plastique qui ramassent tous les déchets, non seulement autour de l'école mais également dans un parc à proximité de leur école. J'ai beaucoup voyagé, mais cette scène est une des plus belles que j'ai vues à ce jour. Leur entrain, leur enthousiasme m'ont ébahie. Il fallait les voir tout ramasser sans rien oublier, ni même le petit bâton d'une sucette. J'ai réalisé que je n'étais plus seule à prendre le temps de ramasser un déchet par terre pour aller le déposer dans une poubelle. Al-lons, adultes, prenons exemple sur les plus petits que nous.

Mireille Séguin
Arrondissement Anjou

Patience dans le métro

À l'exception de quelques rares circuits, l'attente d'autobus est monnaie courante et les véhicules Nova-Bus sont inadéquats et surchargés. Quant aux trains de métro et leur 40 ans d'usure, repoussants de malpropreté, la STM s'en accommode sans vergogne depuis toujours, malgré les « beaux discours » de ses dirigeants et des élites politiques sur la nécessité de « favoriser » le transport en commun. Pendant ce temps, les usagers « pris en otages » absorbent les inévitables augmentations de tarif...

Pierre Samuel

Les privilégiés du stéthoscope

Certains n'aiment pas les avocats, d'autres les politiciens, moi ce sont les médecins spécialistes qui me donnent des contractures. Leur publicité-choc parue

récemment m'a mis hors de moi. On y voit un enfant inconscient, intubé, les yeux bandés, avec le texte suivant : « Il y a des gestes qui valent une vie. Combien valent les gens qui posent ces gestes ? ». Pas plus que les autres gens salariés de l'État à qui on a consenti un maigre 2 % d'augmentation annuelle jusqu'en 2010, chers privilégiés du stéthoscope ! Le message subliminal de la pub est minable : « Ce petit être fragile mourrait si nous n'étions pas là. Même si on vous coûte cher, comptez-vous chancieux de nous avoir, car la vie d'un être cher n'a pas de prix. » Si la Fédération des médecins spécialistes du Québec n'obtient pas la parité avec leurs confrères du ROC, cela ne me surprendrait pas que de leurs membres nous menacent d'exercer leur profession à l'extérieur du Québec. Si j'étais premier ministre, ce ne serait pas long que j'obligerais les futurs étudiants en médecine à signer un contrat avec l'État. Ils seraient tenus, une fois en fonction, d'exercer un certain nombre d'années au Québec, à défaut de quoi ils rembourseraient ce qu'il en a coûté aux Québécois pour les former. Ceux qui refuseraient de signer auraient à payer des frais de scolarité à la hauteur de ceux des étudiants étrangers.

Sylvio Le Blanc

CYBERPRESSE

La fin de l'intimidation

À la veille de la campagne de maraudage et des négociations des conventions collectives de 146 000 travailleurs de la construction, il est grand temps que les mentalités changent dans cette industrie, moteur de l'économie québécoise, affirme Donald Fortin, directeur général du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction.

« L'intimidation a fait son temps », ajoute M. Fortin dans un texte que vous pouvez lire aujourd'hui et commenter sur cyberpresse.ca/opinions.

changements de ses égouts et de ses trottoirs ? Faut-il rappeler que des centaines de milliers de touristes déambulent chaque année dans ce segment historique ? Un simple coup d'oeil, nous suffit pour constater l'état de décrépitude amorcée des façades de plusieurs bâtiments chargés d'histoire ; la bibliothèque St-Sulpice en est un exemple. Après le Vieux-Montréal, le quartier international et le boulevard St-Laurent, je pense qu'il est maintenant propice d'investir dans le quartier latin avant que celui-ci ne devienne une relique poussiéreuse.

Alexandre Dulude
Montréal

Amuseurs et calèches

Les résidants et les marchands du Vieux-Montréal s'en prennent encore aux amuseurs publics. Dernière arrivée, la gent-de-condos, champignonnette en ces lieux, voudrait y régenter l'esthétique des pompons de calèches et chasser les bruyants saltimbanques. Ils adhèrent ainsi à l'ancien désir des marchands qui ont viré capot, comprenant enfin que l'attraction des artistes rapporte. Ceux-là, maintenant, veulent plus de spectacles « pas juste quand il fait beau et que ça fait l'affaire des artistes » ! Rappelons que ces bateleurs ne vivent que du « chapeau » et assurent déjà, sans contrainte, une animation quasi constante, même sous la pluie ou par -10c l'hiver ! On sait aussi que des règlements, appliqués avec intelligence, couvrent déjà les dangers et le bruit. On ne saurait justifier que des marchands, des résidants, ou même la ville dictent l'esthétique ou les détails d'horaires de ces travailleurs. Si vous devez réglementer M. le maire Tremblay faites-le pour protéger notre pittoresque héritage médiéval, qui fait tout le charme de notre ville et qui ne saurait subsister que dans la liberté.

Joël Demers
Coalition anti-gouvernement envahissant

Les larmes et la logique



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Grand émoi au pays à la suite de la mort de quatre soldats en Afghanistan. L'émotion est normale. Mais voilà qu'instantanément, l'affaire se déplace sur le plan politique, et que l'on recommence à s'interroger sur le bien-fondé de la mission canadienne au pays des talibans. Combien de « body bags » pourrions-nous supporter ?, demande un chroniqueur éploré, pendant que le *Globe and Mail* surdramatise l'événement en lui consacrant cinq pleines pages alarmistes.

Il faudrait injecter un peu de logique dans ce débat. Parlons donc, en guise d'introduction, du Rwanda et du Darfour...

Combien de fois, ami lecteur qui vous demandez pourquoi de gentils Canadiens iraient risquer leur vie dans un petit pays de merde à l'autre bout du monde, avez-vous reproché à nos gouvernements d'avoir ignoré le génocide ruandais ? Combien de fois vous êtes-vous exclamé qu'« il aurait fallu y aller », au Rwanda, pour empêcher le massacre des Tutsis ? Mais dites-moi, ami lecteur, combien d'hommes le Canada aurait-il perdu dans une pareille mission ? Croyez-vous qu'il aurait suffi de quelques aimables Casques bleus pour empêcher la tragédie ?

Le Darfour, c'est pareil. Je vous entends d'ici carburer à l'indignation : si les victimes des milices Djandjawids n'étaient pas des Africains, ça fait longtemps que l'Occident serait intervenu ! Vous avez sans doute raison, mais allons plus loin : « l'Occident », en l'occurrence, c'est qui, c'est quoi ? Ce n'est pas une entité abstraite qui aurait par quelque don divin le pouvoir de stopper des guerres sans se faire de mal à elle-même. L'Occident, ce serait des militaires — dont un certain nombre de petits gars de chez nous. On en perdrait combien, des soldats, si l'on intervenait au Darfour ?

Alors pleurons les morts, mais cessons de nous comporter comme un peuple de pleureuses. Car la vérité, c'est qu'à l'heure actuelle, il n'existe plus de « missions de paix » pacifiques. Les « missionnaires de la paix » doivent tous aller au combat, avec des armes lourdes. (Même à Chypre, qui était un jardin de roses à côté des conflits actuels, le Canada a perdu 25 hommes !)

Ou le Canada collabore aux missions multilatérales, ou il s'isole du reste du monde, refusant de ce fait de porter sa part de responsabilités en tant que membre de la communauté internationale. (Saluons ici la maturité politique du Bloc québécois qui, rompant avec la longue tradition isolationniste du Québec, soutient l'intervention canadienne en Afghanistan.)

||||||||||||||||

L'Afghanistan n'est pas qu'une terre lointaine où se battent des chefs de clans et où le Canada n'aurait aucun intérêt. Ses régions montagneuses qui jouxtent le Pakistan sont le foyer principal du terrorisme islamiste international ; les camps d'entraînement d'Al-Qaeda ont été bombardés mais la menace persiste — et concerne le Canada autant que d'autres pays. A-t-on oublié que c'est à Montréal que plusieurs projets d'attentats très meurtriers ont été fomentés ?

Les tenants du retrait immédiat, aveuglés par leur antiaméricanisme primaire, confondent l'intervention en Afghanistan avec la désastreuse offensive en Irak, et semblent croire que le Canada est en Afghanistan pour faire plaisir aux États-Unis. La vérité est tout autre. En février 2005, la force multilatérale de l'OTAN en Afghanistan comprenait 616 Belges, 742 Français, 1816 Allemands, 506 Italiens, 551 Espagnols, 461 Britanniques, sans compter les contributions d'une vingtaine de petits pays européens. Les Turcs (825) étaient presque aussi nombreux que les Canadiens (992), et les pays scandinaves avaient 620 soldats sur place. (Le contingent canadien compte aujourd'hui 2000 militaires intégrés à la mission américaine qui doit bientôt fusionner avec celle de l'OTAN).

Jusqu'à présent, les pertes canadiennes en Afghanistan se chiffrent à 15... dont sept sont le résultat de tirs alliés et d'accidents de la route (peut-être dus à des équipements inadéquats). C'est 15 fois trop, bien sûr, dans la mesure où la vie humaine n'a pas de prix. Mais les jeunes militaires, qui sont bien entraînés et moins moumounes que les civils en émoi, sont les premiers à dire que ces pertes ne doivent pas pousser le Canada à se dérober à ses responsabilités. Nous savions les risques que nous courions lorsque nous nous sommes enrôlés, disent-ils. Car ne l'oublions pas, il s'agit non pas de conscrits mais de volontaires.

Il y a hélas des métiers qui comportent plus de risques que d'autres. L'an dernier, huit policiers canadiens ont été tués dans l'exercice de leur fonction. C'est beaucoup plus, proportionnellement, que les pertes militaires depuis 2002. Pourtant, on ne réclame pas l'élimination du travail policier !

Un fédéralisme sage

« Je crois au plus profond de moi-même que les Québécois diront toujours Oui ! au Québec et Oui ! au Canada

BOB RAE

Nous publions un extrait du discours prononcé hier par Bob Rae, qui annonçait sa candidature à la direction du Parti libéral du Canada.

L'unité et la force du pays sont au coeur même de mes préoccupations comme Canadien et de mon engagement envers la fonction publique.

Le gouvernement fédéral doit être un partenaire fort, coopératif et flexible au sein de notre fédération. Profondément engagé envers la résolution de problèmes au nom de tous ses citoyens. Avec un esprit ouvert, fondé sur des principes, pragmatique, respectueux des sphères de compétence ainsi que des différences régionales et culturelles.

Les libéraux doivent s'opposer à ceux qui recherchent la séparation d'une province OU l'affaiblissement fatal de la capacité de notre gouvernement national. C'est une erreur de croire qu'il existe quelque façon unique et simple de corriger nos problèmes. Un fédéralisme sage pourra assurer et renforcer la capacité du gouvernement fédéral à gouverner.

Comme membre de la Chambre des communes, de 1978 à 1982, j'ai appuyé le bilinguisme officiel, la transformation de nos institutions fédérales, le rapatriement de la Constitution et la Charte des droits et libertés.

Comme chef de l'opposition en Ontario, j'ai fortement milité pour l'accord Meech. Comme premier ministre de l'Ontario j'ai participé aux négociations concernant le Rapport du consensus sur la Constitution.

J'ai toujours été l'ami du Québec et des Québécois. Et je pense que cela est bien compris. Respect, ouverture, transparence et quête de solutions honnêtes qui fonctionnent pour le Québec et pour le Canada m'ont toujours guidé dans le passé et continueront de le faire dans l'avenir.

Selon moi, l'âme du Québec est généreuse, socialement progressiste, tolérante, axée vers l'extérieur et novatrice. Cette attitude dynamique est au coeur de la capacité de décision et de la sophistication du Canada comme nation.

Je suis confiant que les Québécois veulent dépasser les débats stériles et le « froid » qui existe encore quand vient le temps d'une discussion ouverte. Je pense qu'ils veulent passer à autre chose et se concentrer sur les véritables enjeux et besoins, ainsi que sur les occasions qui sont faites aux gens et aux collectivités. Respectés dans leur différence et leurs aspirations.

Et je crois au plus profond de moi-même que les Québécois diront toujours Oui ! au Québec et Oui ! au Canada.

Le Parti libéral doit se rebâtir au Québec et faire la preuve que nous sommes le parti le plus apte à saisir et à exprimer cet esprit. Nous allons nous rebâtir et nous renouveler. Et j'ai personnellement l'intention de jouer un rôle important dans cet effort.

Quiconque aspire à diriger notre pays doit reconnaître qu'il faut écouter et respecter les



PHOTO FRANK GUNN, PC©

Bob Rae a annoncé, hier à Toronto, qu'il se lançait dans la course à la direction du Parti libéral du Canada.

besoins de toutes les provinces et de toutes les régions. L'unité du Canada concerne toutes les régions du pays. Cela concerne le Nord, la Colombie-Britannique, les Prairies, les provinces de l'Atlantique. C'est notre Canada, d'un océan à l'autre.

(...)

Dans une société dynamique et ouverte, les gouvernements doivent adopter l'idée que leur but est de diriger et de faire bouger les choses, et non pas de créer de larges bureaucraties qui dirigent directement. L'idée progressiste est d'utiliser les politiques gouvernementales pour garantir des résultats qui améliorent la vie de la plupart des gens.

Il ne faut pas mépriser le marché comme l'extrême gauche l'aurait fait. Pas plus à l'interne qu'à l'échelle mondiale. L'expérience nous enseigne qu'il s'agit simplement du meilleur mécanisme pour accroître la richesse et pour encourager l'innovation et le changement.

D'un autre côté, il ne faut pas non plus vé-

nerer le marché, ou le voir comme la solution à tous nos problèmes. Agir ainsi ne ferait qu'amoindrir nos vies comme citoyens, bénévoles, soignants, membres d'une communauté, ou comme toute la gamme de façons dont nous nous exprimons comme êtres humains. Et cela diminuerait le rôle qu'un gouvernement sensible et efficace joue dans la création d'une société prospère, tolérante et équitable.

Le but du gouvernement du Canada doit être de créer des occasions plus nombreuses et meilleures ; une meilleure qualité de vie pour les gens ; des soins de santé opportuns et de haute qualité ; de l'air pur ; de l'eau pure ; de bonnes maisons ; des écoles ; d'excellentes universités et des collèges ; des parcs ; des routes ; et des métros. Une réduction constante de la pauvreté.

Nous pouvons le faire. Ensemble.

Voilà les éléments qui contribuent à créer des collectivités pleines de vie, et, en retour, à faire du Canada un pays prospère et fécond.

RÉPLIQUE

Y être ou ne pas y être

GILLES DUCEPPE

L'auteur est chef du Bloc Québécois.

Dans sa chronique de samedi dernier, M. Alain Dubuc me prêtait l'intention de faire grimper les enjeux en réclamant un droit de veto pour le Québec à l'UNESCO et en d'autres forums internationaux où les compétences du Québec sont discutées. Je me dois de corriger les faits : ce sont les gouvernements du Québec qui réclament une telle chose depuis des décennies sous l'appellation généralement admise de doctrine Gérin-Lajoie et c'est Stephen Harper lui-même qui a promis au Québec un statut semblable à celui qu'il détient déjà au sein de la francophonie.

M. Dubuc affirme que le gouvernement Harper a comme marque de commerce de faire ce qu'il a dit qu'il ferait. Ce jugement m'apparaît péremptoire pour le moment, mais nous verrons bien à l'usage s'il en est ainsi. Pour ce qui est de la présence du Québec dans les forums internationaux, M. Harper a promis en pleine campagne électorale de faire une place au Québec à l'image de celle qui est la sienne au sein de la francophonie. Cela signifie que le Québec doit parler de sa propre voix et qu'il devrait avoir le droit de vote au sein de l'UNESCO, comme c'est le cas au sein de la francophonie sur les enjeux liés à



PHOTO FRED CHARTRAND, PC©

Gilles Duceppe

la coopération. C'est ça, la promesse de M. Harper.

Irréalizable

C'est irréalisable. L'ONU ne permet pas que des États qui ne sont pas souverains aient un droit de vote ou un tel statut juridique. Soit Stephen Harper a improvisé sans savoir de quoi il parlait, soit il a fait une promesse populiste qu'il savait ne pouvoir tenir.

Quoiqu'il en soit, comme je m'y suis engagé, le Bloc québécois a agi de façon constructive et a proposé une formule qui permettrait au gouvernement conservateur de tenir sa promesse et de

mettre en oeuvre la doctrine Gérin-Lajoie. Nous verrons si M. Harper respecte son engagement, mais pour le moment, il n'a pas fait ce qu'il disait qu'il ferait, puisqu'il affirme maintenant que le Canada parlera d'une seule voix, ce qui exclue de facto la possibilité que le Québec parle de sa propre voix.

Il faut savoir que le système actuel fait en sorte que toutes les provinces doivent accepter de mettre en oeuvre un traité ou une convention conclue entre le Canada et un autre pays pour que cette convention puisse entrer en vigueur. Sans cet accord du Québec et des provinces, le Canada n'est pas en mesure de ratifier l'entente qu'il a signée.

Le Bloc québécois propose que lors de négociations internationales qui ont un impact sur les compétences ou les responsabilités particulières du Québec, le gouvernement fédéral ne pourrait défendre une position que s'il a été mandaté en ce sens par le Québec. À défaut, il s'abstiendrait au moment du vote comme le fait la Belgique en pareille circonstance. En fait, nous proposons pour le Québec le droit de s'exprimer et de négocier avant, plutôt qu'après, ce qui respecterait les champs de compétence, si chers à Stephen Harper, et faciliterait la concertation dans les cas des négociations. (...)



Nos camions récoltent des fleurs.



Element

Une future voiture
de collection

— L'annuel de l'automobile 2006

Camions 2006

En location à partir de

268 \$*
par mois/48 mois

À l'achat à partir de

2,9 %

Odyssey

Fourgonnette ergoéconomique
de l'année

— EnerGuide



Pilot

L'un des 5 meilleurs camions
de l'année

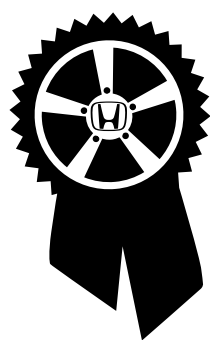
— Car and Driver 5Best Trucks



Ridgeline

Camionnette de l'année

— AJAC



**ÉVÉNEMENT
CONDUISEZ
GAGNANT**

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

hondaquebec.ca



HONDA

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur accrédition du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Pour le véhicule, est identifié : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Element (modèle YH726PU) : a) 268 \$, b) 6 013 \$, c) 18 877 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

IRAN

Femmes au stade

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a décidé d'autoriser les femmes à accéder aux stades sportifs, brisant un tabou de plus de 20 ans. « Cela devrait être organisé de façon à ce que, tout en respectant les femmes, elles bénéficient des meilleures places pour voir les compétitions importantes et nationales », a déclaré le président. Les femmes iraniennes ont été bannies des stades du pays peu après la révolution islamique de 1979. Mais selon le président, « l'expérience a prouvé que la présence massive des familles et des femmes dans ces lieux renforcent la morale et l'éthique ».

D'après AFP

POLOGNE

Prude télé

La télévision publique polonaise TVP se prépare à bannir de ses écrans les publicités de bière, de tampons hygiéniques et autres réclames jugées impudiques lors de la visite du pape Benoît XVI, attendu en Pologne du 25 au 28 mai. « La liturgie ne sera évidemment pas accompagnée de publicité. Pour les autres émissions en rapport avec la visite du pape, nous éliminerons toutes les publicités pouvant heurter les sentiments religieux, et notamment ceux qui contiennent des scènes empreintes de violence ou d'érotisme », a indiqué Zbigniew Badziak, directeur responsable de la publicité à TVP. La télévision publique évitera aussi de diffuser pendant la visite du pape des publicités de certains annonceurs, par exemple la bière ou les produits d'hygiène intime, a précisé M. Badziak.

D'après AFP

ANTISÉMITISME

Incidents en baisse

Le nombre d'agressions antisémites dans le monde a baissé en 2005 par rapport à l'année précédente, selon une étude de l'Institut de recherche sur l'antisémitisme et le racisme de l'Université de Tel-Aviv, publiée hier, la veille du jour de commémoration de la Shoah. Ces incidents ont cependant atteint en 2005 leur deuxième niveau depuis 1991, date à laquelle l'Institut a commencé son travail de collecte. En 2005, l'étude a ainsi enregistré 406 incidents antisémites dans le monde, contre 501 en 2004.

D'après AFP

LIBAN

Syrie impliquée

Un témoin syrien dans l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a fait état de l'implication de la Syrie et de généraux libanais, dans des déclarations publiées hier au Koweït. « Ceux qui ont assassiné Rafic Hariri sont en prison et d'autres sont en Syrie », a déclaré Mohammad Zouhair Assediq au quotidien *Al-Rai Al-Aam*, en référence aux quatre généraux libanais détenus, piliers de l'ancien système sécuritaire mis en place par la Syrie pour asseoir sa tutelle sur le Liban. « J'assume la pleine responsabilité de ce témoignage. Je l'ai exprimé à la commission d'enquête (de l'ONU) en toute crédibilité et honnêteté », a-t-il dit.

D'après AFP

ÉTATS-UNIS

Manif spontanée



PHOTO D'ARCHIVES JIM WATSON, AFP

Une manifestante, qui criait des slogans pro-Falun Gong à l'encontre du président chinois Hu Jintao reçu à la Maison-Blanche, est emmenée par des agents des services secrets américains.

Wang Wenji, la manifestante ayant apostrophé jeudi le président chinois Hu Jintao pendant sa réception par le président George W. Bush, a affirmé avoir réagi « spontanément » pour tous les membres du Falun Gong torturés, en voyant les deux présidents se serrer la main. Cette journaliste et médecin chinoise de 47 ans avait perturbé la cérémonie soigneusement mise en scène dans les jardins de la Maison-Blanche avant d'être maîtrisée et arrêtée par le service d'ordre. Dans un article publié dans *Epoch Times*, le journal new-yorkais du mouvement Falun Gong, M^{me} Wang affirme qu'elle n'avait pas prémédité sa protestation et qu'elle était simplement présente pour couvrir la cérémonie pour son journal. « Mais quand j'ai vu le président Bush serrer la main de Hu Jintao, je n'ai pas pu m'empêcher de crier », dit-elle.

D'après AFP

Visite controversée de Kagame au Canada

Le président rwandais lance un appel à la communauté d'affaires pour aider l'Afrique

ANDRÉ NOËL

En tournée à Montréal, hier soir, le président du Rwanda, Paul Kagame, a lancé un appel à la communauté d'affaires pour aider l'Afrique et son pays à regagner leur place perdue dans le commerce international. Mais avant même qu'il commence à parler, un Congolais l'a traité de « criminel » et crié « Vive le Congo ! »

Des gardes du corps de M. Kagame et des agents de sécurité de l'hôtel Delta, où se tenait la conférence, ont rapidement entouré l'homme, l'ont sorti de la salle et l'ont plaqué au sol dans le hall. « J'aime mon pays », a poursuivi le manifestant, qui a dit s'appeler Serge Welo.

Ce fut le seul incident de la soirée. Mais des manifestations sont prévues ce matin, alors que M. Kagame est attendu à la Conférence sur l'éducation et le développement économique en Afrique, à l'hôtel Plaza Montréal Centre-Ville. Des associations regroupant des Canadiens originaires de la région des Grands Lacs africains protestent contre les violations des droits de la personne en République démocratique du Congo par les forces rwandaises.

M. Kagame, qui a d'abord reçu un prix de l'Université de Sherbrooke au nom du peuple rwandais, n'a fait aucune allusion à ces allégations dans son discours. Il n'a pas non plus parlé du génocide de 1994, alors que des extrémistes hutus ont massacré environ 800 000 personnes appartenant surtout à la minorité tutsi. M. Kagame, lui-même Tutsi, a mis fin à ce génocide à la tête des forces armées du Front patriotique rwandais et gouverne depuis le pays.

Hier soir, s'adressant à un parterre composé essentiellement de gens d'affaires, il a dit que tout devait être mis en oeuvre pour que l'Afrique sorte de la pauvreté. « Dans les années 60, l'Afrique se trouvait à peu près sur le même pied que l'Amérique latine et l'Asie, contribuant à hauteur d'environ 7 % au commerce international, a-t-il dit. Aujourd'hui, notre continent est tombé derrière les autres continents ; notre contribution au commerce mondial ne s'élève qu'à un maigre 2 %. Pendant ce temps, l'Asie et dans une moins grande mesure l'Amérique latine ont pris la direction opposée. »

M. Kagame a déploré le faible accès aux marchés pour les produits africains. « C'est dans ce contexte que le concept de l'aide



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Un Congolais, du nom de Serge Welo, a perturbé le début de la soirée, hier, à l'hôtel Delta où se tenait une conférence. L'homme a traité Paul Kagamé de « criminel » et a crié « Vive le Congo ! » Des gardes du corps du président rwandais et des agents de sécurité de l'hôtel l'ont maîtrisé et sorti de la salle.

au commerce est apparu, basé sur la notion que les stratégies de réduction de la pauvreté peuvent s'intégrer aux politiques commerciales », a-t-il ajouté.

Le président du Rwanda est un personnage hautement controversé. Il est d'ailleurs ici en visite privée ; le gouvernement canadien ne lui a réservé aucun accueil officiel. Des Canadiens originaires du Congo, du Burundi et du Rwanda affirment qu'il a commis de nombreux massacres et le décrivent comme un « Hitler africain ». Mais dans la salle de conférence, hier, plusieurs Rwandais l'ont applaudi à tout rompre, voyant en lui celui qui a mis fin au génocide.

De son côté, Amnistie internationale, qui a condamné à plusieurs reprises le génoci-

de des Tutsis, dénonce plusieurs actions du régime Kagame. Dans un communiqué émis hier, l'organisation « s'étonne que des organisations canadiennes et des universités aient invité comme conférencier d'honneur Paul Kagame ».

Amnistie affirme que le gouvernement du Rwanda soutient les groupes armés congolais actifs dans l'est du Congo, lesquels enrôlent des adolescents de force. « L'implication persistante du Rwanda résulte principalement de la présence dans l'est du Congo de groupes insurgés rwandais opposés au gouvernement, ainsi que de l'exploitation des abondantes ressources minérales, entre autres ressources naturelles, du Congo par les militaires et les milieux d'affaires rwandais. »



PHOTO GAUTAM SINGH, AP

Une foule en liesse dans les rues de Katmandou a fêté le rétablissement du Parlement, dissous en 2002. « C'est la victoire du peuple », ont crié des jeunes Népalais, sautant et criant en pleine nuit.

Le roi du Népal rétablit le Parlement

JOONEED KHAN

À la veille d'une manifestation monstre prévue par l'opposition à Katmandou malgré le couvre-feu, et alors que les États-Unis demandaient à leurs citoyens d'évacuer le Népal, le roi Gyanendra a rétabli hier, par proclamation, le Parlement dissous en 2002.

« La Chambre des représentants se réunira le (vendredi) 28 avril », a dit le roi, paraissant nerveux lors d'un discours qui a duré environ cinq minutes. Il a adressé ses condoléances aux familles de manifestants tués depuis le début de la révolte antimonarchique il y a 19 jours. Il est en outre confronté à une grève générale illimitée depuis le 6 avril.

« Nous appelons l'alliance des sept partis (de l'opposition) à assumer la responsabilité pour mettre la nation sur le chemin de l'unité nationale et de la prospérité tout en assurant le maintien de la paix et une démocratie multipartite », a déclaré le roi, dont c'était la deuxième proclamation en

quatre jours. Sa première, vendredi, offrant de remettre aux élus du peuple le pouvoir exécutif qu'il a confisqué en février 2005 en démettant le gouvernement multipartite, avait été rejetée par les opposants.

Les sept partis, soutenus par une guérilla maoïste, réclament l'élection d'une Assemblée constituante. Ces partis, dont le NCP marxiste, veulent une monarchie constitutionnelle qui limite le pouvoir du roi. Les maoïstes, eux, veulent abolir la monarchie et proclamer une « République démocratique ».

Le Parti du Congrès népalais, du premier ministre Sher Bahadur Deuba limogé par le roi en 2005, a salué la décision de rétablir le Parlement. « C'est positif. Désormais, la responsabilité du Parlement et des partis est d'amener les maoïstes à la démocratie et à la paix », a dit un porte-parole.

Défiant le couvre-feu, des milliers de Népalais ont manifesté leur joie dans le centre de Katmandou. « C'est la victoire du peuple », ont crié des jeunes, sautant et

criant en pleine nuit. Des voitures klaxonnaient et clignotaient sous les yeux de soldats et des policiers.

Les maoïstes ont indiqué qu'ils adhéraient au processus électoral pour désigner une Assemblée constituante. Ils ont lancé une attaque dans la nuit de dimanche à Chautara, à une centaine de kilomètres de la capitale. Cinq rebelles et un soldat ont été tués. À Katmandou, une quinzaine de manifestants ont été blessés hier. La police a tiré des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc, faisant également usage de matraques.

Le rapporteur de l'ONU sur les exécutions sommaires, Philip Alston, a condamné les tirs à vue des forces népalaises, mettant le roi en garde contre des crimes contre l'humanité.

Face à l'aggravation de la situation, l'ambassade des États-Unis a ordonné aux familles de ses diplomates ainsi qu'aux personnels non essentiels de quitter le pays. « Les citoyens des États-Unis doivent également quitter le Népal dès que possible », ajoute un communiqué.

Le nouveau recul du roi est intervenu après que l'Inde, puissante voisine du Népal, qui avait bien accueilli la proclamation de vendredi, se fut rangée avec les partis politiques pour exiger, elle aussi, le rétablissement du Parlement, avec toutes les conséquences que cela comporte pour l'avenir de la monarchie des Shah.

Avec AFP, AP, Reuters, PTI, BBC et NepalNews



Téhéran défie le monde

D'APRÈS AP ET AFP

TÉHÉRAN — Le ton est encore monté entre Téhéran et la communauté internationale hier, alors que le président Mahmoud Ahmadinejad laissait entendre que l'Iran n'a aucune intention de cesser ses activités nucléaires et qu'il pourrait se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire.

Il s'est aussi dit convaincu que le Conseil de sécurité des Nations unies n'oserait pas imposer de sanctions à son pays, même si celui-ci devait poursuivre ses activités d'enrichissement de l'uranium.

« Ceux qui évoquent ces sanctions sont ceux qui en souffriraient le plus, mais ne vous inquiétez pas, cela n'arrivera

pas », a dit le président ultraconservateur iranien lors d'une conférence de presse à Téhéran.

Mahmoud Ahmadinejad, qui a déjà appelé à l'anéantissement d'Israël, a profité de l'occasion pour s'en prendre une fois de plus à l'État juif. Le « régime imposteur d'Israël ne peut pas survivre », a-t-il dit.

« Ouvrez les portes de cette grande prison et laissez les gens décider eux-mêmes, vous verrez qu'ils repartiront d'eux-mêmes vers leur patrie », a dit le président au sujet des Israéliens.

M. Ahmadinejad a aussi répété que les pays d'Europe étaient responsables de la création d'Israël. « Vous avez créé un problème, réglez-le vous-mêmes », a-t-il dit, en demandant « pourquoi les peuples du Moyen-Orient

doivent encore payer un prix 60 ans » après la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

« Quelque 60 années ont passé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, pourquoi les habitants de l'Allemagne et de la Palestine doivent-ils continuer à payer pour une guerre dans laquelle la génération actuelle n'a joué aucun rôle ? » a-t-il demandé.

Une décision « erronée » du Conseil de sécurité

Mahmoud Ahmadinejad réagissait hier à l'ultimatum du Conseil de sécurité de l'ONU qui lui a demandé de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium d'ici vendredi.

Les Occidentaux « ne devraient pas penser qu'ils peuvent entéri-

ner une décision erronée avec l'aide du Conseil de sécurité », a dit le président lors d'une conférence de presse.

Visiblement détendu, M. Ahmadinejad s'est permis de ridiculiser aussi bien le Conseil que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Cette dernière a demandé à l'Iran une plus grande coopération et une suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium.

Devant le refus de Téhéran, le Conseil a donné à la République islamique jusqu'au 28 avril pour se plier à ses demandes.

Entre-temps, l'Iran a annoncé le 11 avril avoir procédé à l'enrichissement d'uranium, et le chef de la diplomatie Manouchehr Mottaki a affirmé dimanche que la décision de

poursuivre ces travaux était « irréversible ».

« Les institutions responsables de la sécurité dans le monde ressemblent à des pantins aux mains de quelques puissances », a dit M. Ahmadinejad. Et il a montré du doigt l'AIEA en remarquant qu'après trois ans d'inspections, « tout ce qu'elle a pu dire est qu'elle n'est pas certaine » de la nature du programme nucléaire iranien.

L'AIEA s'est plainte à de multiples reprises du manque de coopération de l'Iran pour éclaircir les points d'ombre de ce programme.

M. Ahmadinejad, tout en conservant un ton amical et une attitude joviale, n'en a pas moins averti que son pays pourrait abandonner le Traité de non-prolifération nucléaire si les pressions à son encontre se faisaient trop fortes.

« Notre politique est de travailler dans le cadre du TNP et avec l'AIEA, mais si nous voyons qu'ils veulent nous priver de nos droits ou ne veulent pas accepter nos droits, nous reconsidérerons » cette adhésion, a-t-il dit.

VENTE ÉTIQUETTES ROUGES



YARIS HATCHBACK

YARIS BERLINE



LES TOUTES NOUVELLES YARIS 2007

FINANCEMENT À L'ACHAT DE

5,9%

JUSQU'À 60 MOIS^{††}

Véhicules à émissions ULTRA FAIBLES

 Ville : 6,9 L/100 km[†]
Route : 5,5 L/100 km[†]

YARIS HATCHBACK CE 2007

179\$

PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 1 712 \$

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À L'ACHAT À PARTIR DE
13 725 \$*

YARIS BERLINE 2007

189\$

PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 083 \$

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À L'ACHAT À PARTIR DE
14 530 \$*

CHANGEONS L'AVENIR!

www.changeonslavenir.ca

**TOYOTA**
SERVICES FINANCIERS

**PEA**
PRÉFINANÇEMENT

**DIPLÔMÉS**
1 000\$ de remise**

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. * Offres de location au détail valables sur les modèles Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA) et Yaris berline 2007 (BT903M AA) neufs en stock. Première mensualité de 205,90 \$ (Yaris Hatchback CE 2007) et de 217,40 \$ (Yaris berline 2007), taxes incluses, pour un terme de location de 60 mois, exigibles au moment de la livraison. Offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles 2006 et 2007 neufs en stock au kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 1 935,15 \$ pour la Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA) et de 2 317,65 \$ pour la Yaris berline 2007 (BT903M AA), taxes incluses. †† L'offre de financement à l'achat de 5,9 % jusqu'à 60 mois est valable sur tous les modèles Yaris 2007 neufs en stock. Exemple de financement : 10 000 \$ à 5,9 % par an équivaut à 192,86 \$ par mois pendant 60 mois. Frais de crédit de 1 571,80 \$ pour un total de 11 571,80 \$. * PDSF pour les modèles Yaris Hatchback CE 2007 (JT923M AA) et Yaris berline 2007 (BT903M AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2007 pour une transmission manuelle pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 1^{er} mai 2006. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.


TOYOTA

339592A

339592B

MOUSSAOUI Monstre ou martyr?

AGENCE FRANCE-PRESSE

ALEXANDRIA, États-Unis — Zacarias Moussaoui n'a pas sa place sur terre. Il ne doit pas mourir en martyr. Accusation et défense ont présenté hier leurs derniers arguments aux jurés qui doivent commencer à délibérer dans l'après-midi pour savoir si le Français doit être exécuté.

« Il est temps de mettre fin à cette haine et à ce venin. Le temps est venu de condamner à mort Zacarias Moussaoui », a lancé David Raskin, qui avait joué jusque-là le rôle du « teneur » dans l'équipe des procureurs, aux jurés du tribunal fédéral d'Alexandria, en Virginie.

« Il n'y a pas de place sur cette bonne planète pour Zacarias Moussaoui, a-t-il encore asséné. Lui et Al-Qaeda ont assassiné 2972 innocents.

« Vous avez appris qui étaient certaines de ces personnes extraordinaires, et vous avez appris la douleur, la douleur éternelle que ressentent encore leurs proches », a-t-il poursuivi, dénonçant : « L'accusé prend plaisir à leur douleur. »

Moussaoui a affiché un large sourire et approuvé de la tête.

Le 3 avril, les 12 jurés (neuf hommes et trois femmes) avaient estimé que le Français était passible de la peine de mort pour la complicité qu'il revendique avec les auteurs des attentats du 11 septembre 2001, trois semaines après son arrestation dans le nord des États-Unis.

Le procureur a rejeté toutes les circonstances atténuantes avancées par la défense, notamment l'éventuelle schizophrénie de Moussaoui : « Le fait que nous ne pouvons simplement pas comprendre ce type d'esprit diabolique ne veut pas dire qu'il est fou. »

L'avocat de la défense Gerald Zerkin a pourtant longuement évoqué cet argument, mais il s'exprimait avec hésitation et s'est plusieurs fois perdu dans ses notes.

Il a aussi tenté une dernière fois de convaincre les jurés qu'en condamnant Moussaoui à l'injection mortelle, ils lui donneraient exactement ce qu'il cherche.

« Il est venu en Amérique pour mourir et vous êtes sa dernière chance... » a affirmé l'avocat, en rappelant aux jurés : « Vous pouvez le confiner à une existence misérable jusqu'à sa mort, (...) celle des criminels de droit commun, pas celle des combattants du Jihad. »

Évoquant la souffrance des victimes et de leurs proches, M. Zerkin a insisté : « C'est précisément parce que leur douleur est si profonde (...) que sa mort ne peut y remédier. »

Les deux parties ont tenté d'attendrir les jurés en faisant référence aux enfants.

M. Zerkin a terminé sa plaidoirie en implorant les jurés de songer à l'héritage qu'ils laisseraient aux plus jeunes et en lisant les paroles d'un livre pour enfants : « Entendez les cloches de la liberté... la terreur peut venir mais elle ne restera pas. »

« Comment un être humain peut-il se réjouir de la mort de cette petite fille qui se rendait à Disneyland ? » a dit le procureur David Novak, en montrant la photo de Christine Hanson, la plus jeune victime des attentats, morte à bord d'un des avions détournés à l'âge de deux ans et demi.

Moussaoui « n'est pas un agneau qu'on apporte en sacrifice. C'est un meurtrier de sang-froid. (...) Dites-lui) que les États-Unis n'accepteront pas qu'une bande de brutes qui invoquent Dieu massacrent des milliers de personnes », a conclu David Novak lors du « droit de réponse » final dont disposait l'accusation.

En quittant la salle à la fin de la matinée, Zacarias Moussaoui a crié qu'il existait plus d'un moyen « d'arracher la peau des porcs américains ».

Abbas affirme pouvoir destituer le Hamas

AGENCE FRANCE-PRESSE

ANKARA — Mahmoud Abbas a affirmé hier lors d'un entretien télévisé qu'il disposait de pouvoirs pour destituer le gouvernement issu du mouvement radical Hamas, l'enjoignant à dialoguer avec Israël.

« La Constitution m'accorde claire-

ment et définitivement le pouvoir de renvoyer le gouvernement, mais je ne souhaite pas utiliser ce pouvoir », a dit le chef de l'Autorité palestinienne à la chaîne CNN.

« Tout le monde doit savoir que je dispose de ce pouvoir », a souligné le leader palestinien, en visite en Turquie, qui a estimé dans des pro-

pos traduits en turc que le refus du Hamas de s'engager dans un dialogue avec Israël « est contraire aux intérêts du peuple palestinien ».

« Le Hamas doit confronter les réalités et établir des liens avec Israël pour les besoins des affaires quotidiennes », a-t-il ajouté.

Arrivé dimanche soir dans la capi-

tale turque, première étape d'une tournée qui le conduira aussi en Norvège, en Finlande et en France, M. Abbas a été reçu dans la matinée par le chef de l'État Ahmet Necdet Sezer au palais présidentiel et devait s'entretenir aujourd'hui avec le premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Votre entreprise est-elle **people ready**™?

Prêt
à faire le tour du monde avant le lunch.

Prête
à transformer une vente potentielle en une vente réelle.

Prêt
à bâtir un corridor d'ici à Shanghai.

Votre potentiel. Notre passion.™
Microsoft™

Vos employés sont les atouts les plus précieux de votre entreprise.
Tous les jours ils viennent travailler avec le désir de créer un impact, de faire une différence. Assurez-vous de leur fournir des logiciels à la hauteur de leurs ambitions – des logiciels pour des employés toujours prêts, qui les aideront à collaborer et à innover et qui accroîtront leur influence à tous les niveaux. Voyez ensuite vos employés et votre compagnie réussir comme jamais auparavant. Microsoft. Des logiciels conçus pour les entreprises où les employés sont toujours prêts. Visitez microsoft.ca/peopleready/fr

CE QU'ON
A LU,
CE QU'ON
EN PENSE.

LECTURES

Le dimanche dans
LA PRESSE



PONTIAC



BUICK

GMC

L'ÉVÉNEMENT

FAITES LE PLEIN

20¢ de RABAIS

PAR LITRE DURANT 1 AN
JUSQU'À 2 500 LITRES¹



Pontiac Montana SV6

GMC Sierra

Pontiac Torrent



Buick Lucerne

Pontiac G5 Pursuit

Pontiac Wave



Pontiac G6

Faites le plein d'économies avec Pontiac, Buick et GMC.
Hâtez-vous, cette offre est pour un temps limité sur la plupart des modèles 2006.



COMPAREZ

Voyez comment Pontiac se démarque.
decouvrezpontiac.gmcanada.com



Informez-vous au sujet
des 3 mois d'essai gratuit
du service XM.²



L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. 1. À l'achat ou à la location de la plupart des modèles neufs ou de démonstration en stock et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01\$, le consommateur reçoit une carte de prix préférentiel permettant d'obtenir la réduction sur l'essence. L'offre s'applique aux véhicules dont la livraison est prise entre le 20 avril et le 30 juin 2006 inclusivement. La réduction de 20 ¢ inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures de la livraison et jusqu'au 31 août 2007, uniquement dans les stations Petro-Canada participantes ainsi que dans d'autres établissements approuvés, et ne sont pas monnayables. Tous les véhicules 2006 sont admissibles sauf les camions poids moyen (y compris la famille GMT560 2 et 3, les camions à cabine basculante et la série W), le GMC Savana et la Pontiac Solstice. Certaines conditions et restrictions s'appliquent. GM se réserve le droit de modifier ou de mettre fin à cette offre et (ou) au programme en tout ou en partie pour toute raison que ce soit et en tout temps, sans préavis. 2. Pour plus de renseignements, visitez gm.xmradio.ca. Le nom XM et ses logos sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. TM Marque de commerce © 2005. Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Utilisée sous licence. Tous droits réservés. Tous les détails chez votre concessionnaire et au gmcanada.com.